



Belgique

partenaire du développement

**Programme
Akariho karavugwa**

Rapport Final

**Juillet 2018 -
Février 2022**

28 avril 2022

impunity 
watch

Information du programme

Nom de l'organisation	Impunity Watch
Nom et coordonnées de la personne ressource	Burundi David Taylor david.taylor@impunitywatch.org La Haye Margaretha Bakker margaretha.bakker@impunitywatch.org
Titre du programme	AKARIHO KARAVUGWA - Promouvoir la reconnaissance des mémoires collectives et récits multiples du passé au Burundi
Période d'exécution	1 juillet 2018 au 28 février 2022
Période du rapport	1 juillet 2018 au 28 février 2022
Zones d'intervention	Bujumbura Rural Cibitoke Muyinga
Partenaires	Association DUSHIREHAMWE MIPAREC THARS

Table des matières

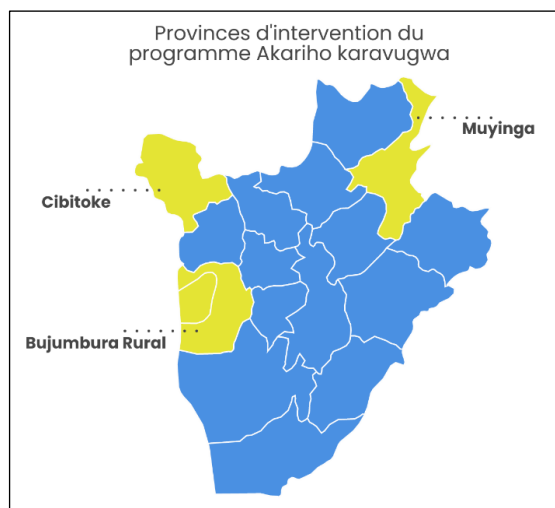
Information sur le programme.....	2
1. Évolution du contexte et réalisations (2018-2022)	4
1.1. Contexte politique	4
1.2. Contexte de justice transitionnelle	6
1.3. Principales réalisations du programme (2018-2022)	7
2. Analyse de la théorie de changement et les hypothèses	9
2.1. Théorie de changement & Stratégies d'intervention	9
2.2. Hypothèses : résultats et objectifs spécifiques	10
2.3. Hypothèses : objectifs spécifiques et objectif global.....	14
3. Evaluation globale du programme	17
3.1. Pertinence du programme	17
3.2. Evaluation finale : principaux résultats	19
4. Impact et efficacité du programme	21
4.1. Objectif général.....	21
4.2. Objectifs spécifiques.....	24
4.3. Résultat 1.....	28
4.4. Résultat 2.....	29
4.5. Résultat 3.....	30
4.6. Résultat 4.....	32
4.7. Résultat 5.....	34
5. Approches	36
5.1. Approche transformatrice de genre.....	36
5.2. Approche sensible aux jeunes	37
6. Finances.....	38
7. Conclusions et Leçons Apprises	39
7.1. Leçons apprises	39
7.2. Durabilité	39
7.3. Conclusions et recommandations.....	40
ANNEXE 1 – Théorie de changement.....	42
ANNEXES	42

1. Évolution du contexte et réalisations (2018-2022)

1.1. Contexte politique

Phase I : 2018-2019 – Attaques contre l'espace civique

En 2018, la situation politique au Burundi était marquée par un manque de tolérance politique, des violences contre les voix dissidentes, et des tactiques 'subtiles' sous la forme de violence clandestine et de procédures juridico-administratives. La Commission d'enquête des Nations Unies pour le Burundi attribuait une grande partie de cette violence aux services de



sécurité du pays et à l'aile jeunesse du parti, les *Imbonerakure*. Ces violences étaient soutenues par des structures parallèles d'administration et de sécurité dans tout le pays. Les principaux bailleurs maintiendraient des mesures contre le soutien financier direct au gouvernement et des sanctions individuelles, face à un régime qui n'avait systématiquement pas réussi à démontrer une quelconque amélioration par rapport à la situation politique, sécuritaire et des droits humains.

Le programme Akariho karavugwa a démarré en juillet 2018 peu de temps après le Referendum Constitutionnel organisé en **mai 2018**. Une nouvelle Constitution a été promulguée et l'ancien Président Pierre Nkurunziza a annoncé qu'il ne briguera pas un autre mandat en 2020. Autre fait à noter durant cette période, fut la publication en **août 2018** du Plan National de Développement (2018-2027) (PND) par le gouvernement.

Pendant les premiers mois de la mise en œuvre du programme, le Conseil national de sécurité a décidé, en **septembre 2018**, de suspendre toutes les ONG travaillant au Burundi. Le réenregistrement des ONG était conditionné par la présentation de quatre documents dont un plan progressif de recrutement. IW a abouti à se faire réenregistrer en veillant toujours aux principes et aux standards de l'organisation. Néanmoins, la suspension a marqué le début d'une nouvelle période de relations très tendues entre le Gouvernement et les ONG. Plusieurs ONG nationales et internationales étaient contraintes à l'exil à la suite de la suspension de 2018 ; celles qui restaient au pays étaient soumises aux contrôles stricts.

La situation des droits humains au Burundi restait désespérée **tout au long de 2019**. La Commission d'enquête des Nations Unies a documenté des abus, notamment des violences sexuelles, des exécutions sommaires et des arrestations arbitraires. Les violences contre les membres de la principale opposition politique, commises par les jeunes *Imbonerakure*, augmentaient de façon exponentielle en 2019. Les bureaux des différentes permanences du CNL étaient incendiés, comme ce fut le cas dans l'une des communes cibles du programme à Nyabiraba en **juin 2019**. Des tensions entre le CNDD-FDD et le CNL étaient régulièrement rapportées, surtout lors de la mobilisation des *Imbonerakure* pour perturber les activités du parti CNL. Durant cette période, des messages de haine sur les réseaux sociaux et dans les rassemblements publics étaient nombreux.

En parallèle, l'espace démocratique et civique était davantage restreint, comme le démontre la fermeture forcée de médias étrangers (la BBC et la VOA) en **mars 2019**, le nouveau code de conduite restrictif imposé aux journalistes en **octobre 2019** et l'arrestation et la détention de journalistes d'IWACU le **22 octobre 2019**. Vers la fin de l'année 2019, le programme évoluait dans un contexte politique à la fois imprévisible et instable. Le CNDD-FDD voulait garder le contrôle sur tous les domaines, au moment où les élections de 2020 pointaient à l'horizon.

Phase II : 2020 – Début d'un nouveau régime

Le contexte en 2020 était marqué par des situations socio-politiques variées comme le processus des élections présidentielles et législatives, des urgences humanitaires, ainsi que la pandémie de Covid-19. Ce dernier provoqua la suspension des vols internationaux et la fermeture des frontières terrestres en **mars 2020**. La situation créa des répercussions considérables sur le coût de la vie dans le pays.

En 2020, les Burundais se rendaient aux urnes pour la première fois depuis la crise de 2015 pour élire le nouveau président. Le vote aboutit à l'élection en **mai 2020** du candidat du parti au pouvoir, Evariste Ndayishimiye, à la présidence et à un nouveau resserrement de l'emprise du CNDD-FDD sur le pouvoir. Les élections se sont déroulées dans un contexte de violences préélectorales et de violations des droits humains, ciblant essentiellement le principal parti politique d'opposition.

Les *Imbonerakure*, étaient déployés dans tout le pays pour contrôler la population, maintenir la « paix » et assurer le contrôle de la domination politique du CNDD-FDD. Des preuves crédibles, y compris des témoignages oculaires de fraude généralisée lors des élections, étaient rapportées par la société civile, les ONG et l'Église Catholique. Aucun observateur international ou régional n'était autorisé à surveiller les élections.

Le décès inopiné du Président Pierre Nkurunziza survint le **8 juin 2020**, tout au milieu de la période électorale. Les membres de l'Assemblée nationale, du Sénat et des conseillers locaux ont également été choisis en **juillet 2020** et en **août 2020**.

Parmi les conséquences des violences électorales figurait une nouvelle vague de victimes d'atteinte aux droits humains. Les jeunes, en particulier les jeunes hommes, continuaient à être parmi les plus touchés car ils risquaient d'être persécutés pour leur activisme politique. Le contexte maintenait également les conditions qui perpétuent la violence généralisée contre les femmes et les filles, ainsi que les obstacles qui empêchaient leur participation politique.

Au niveau des provinces d'intervention, la province de Bujumbura était marquée par des violences massives entre les militants du CNDD-FDD et ceux du CNL durant la période électorale, ainsi que des cas d'emprisonnement des membres du CNL. La province de Muyinga, subissait des violences identiques entre les partisans du CNDD-FDD et du CNL. A plusieurs reprises, des tensions et des affrontements éclataient entre les jeunes de ces partis lors des meetings et réunions collinaires. En province Cibitoke, les habitants craignaient également les élections de 2020, mais les communes d'intervention étaient globalement plus calmes. Par contre, il sied de noter que Cibitoke est une province productive sur le plan agricole et commercial. La fermeture des frontières suite à la pandémie du Covid-19 avait ainsi compromis le commerce avec des conséquences graves notamment l'augmentation de la pauvreté dans les ménages.

Phase III : 2021-2022 – Réchauffement des relations ?

Six ans après la dernière crise politique du pays, l'année 2021 fût caractérisée par plusieurs développements politiques importants au Burundi. Le Burundi a connu une période de calme par rapport aux niveaux de violence qui ont été observés les dernières années. Cependant, des rapports crédibles faisant état de violations continues des droits de l'homme, de niveaux élevés d'impunité, de corruption et de l'omniprésence des *Imbonerakure* démontraient l'absence de sécurité et de l'Etat de droit. Au niveau communautaire, les disparitions et les assassinats ciblés persistaient. Au niveau politique, toute l'infrastructure politique continue à être dominée par le CNDD-FDD, laissant peu de place à l'opposition politique. Le CNDD-FDD occupe l'écrasante majorité des postes administratifs et un groupe radical occupant des postes clés au sein du gouvernement.

Alors qu'Evariste Ndayishimiye finissait sa première année au pouvoir, des changements ont été observés notamment en ce qui concerne l'ouverture des dirigeants politiques tant au niveau national qu'international, avec un éloignement de la gouvernance isolationniste et paranoïaque qui caractérisaient la période post-2015. Cette nouvelle politique est – du moins publiquement et extérieurement – conduite par le président et son ministre des Affaires étrangères qui ont habilement démontré des progrès apparents en matière de bonne gouvernance et de référence en matière de droits humains pour courtoiser les faveurs des institutions européennes et américaines. Les relations entre le gouvernement et la communauté des donateurs avaient considérablement été améliorées. Les États-Unis ont levé les sanctions imposées à certains dignitaires burundais après 2015 ; et les mesures de l'article 96 établies par l'UE en 2016 ont été levées, permettant à nouveau un soutien budgétaire direct au gouvernement.

Dans ce contexte, la Commission d'enquête mise en place par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a vu son mandat se terminer par une résolution conduite par l'UE. Pourtant, dans son rapport final, la Commission a brossé un tableau inquiétant d'abus en cours et d'un manque total d'engagement en faveur d'un changement structurel – des affirmations qui ont ensuite été reprises par des organisations de défense des droits de l'homme. Cela sert de mise en garde contre la croyance trop empressée qu'un changement de paradigme est en train de se produire parmi les détenteurs du pouvoir au Burundi, tout comme le rejet catégorique du gouvernement de remplacer la commission d'enquête par un rapporteur spécial de l'ONU. Ce dernier suggère que la nouvelle ouverture gouvernementale a des limites claires.

L'année **2021** aura été marquée par des visites ministérielles au mois de **juin 2021** auprès des ONG laissant planer la menace d'un contrôle plus strict exercé par le gouvernement. Ces visites ont été effectuées au niveau communautaire, mais aussi aux bureaux des ONG avec des questions destinées à connaître l'état de la mise en application des plans progressifs de recrutement. Cet aspect de surveillance est associé à des mesures d'impliquer les organes décentralisés des ministères dans toutes les activités de tous les programmes.

Ce contexte verrouillé influence aussi le travail des organisations de la société civile non seulement nos partenaires mais aussi ceux qui mènent des activités au niveau communautaire, et s'avère être la source d'une grande insécurité et d'une

absence d'un travail en réseau de la part des acteurs de la société civile. Ceci s'observe non seulement dans les zones d'intervention du programme mais aussi dans le reste du pays. L'évolution de la société civile au Burundi ayant été très influencée par les événements politiques récents, la plupart des représentants des nouvelles organisations de la société civile sont ou étaient des membres du parti au pouvoir et détiennent une légitimité au niveau provincial tandis que les autres organisations sont comme ignorées par l'administration locale. Cela justifie la déconnection ressentie et le manque d'influence structuré au niveau communautaire.

1.2. Contexte de justice transitionnelle

Depuis le début du programme Akariho karavugwa, le message clé de nos actions a été d'insister sur la compréhension du concept de « Justice transitionnelle », en précisant que celui-ci représente l'éventail complet des divers et multiples processus et mécanismes formels et informels pour le traitement du passé, et, que la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) n'est qu'un mécanisme parmi tant d'autres. Le programme a été orienté surtout vers les processus informels, visant un paysage de JT plus holistique et plus accessible aux victimes et aux communautés.

Phase I : 2018-2019 – Nouvelle CVR

Les six premiers mois du programme coïncidaient avec l'achèvement du mandat de la CVR établie en 2014. La CVR présentait un rapport au Parlement burundais en **octobre 2018** exposant le bilan d'un travail inachevé en raison de l'insuffisance des moyens financiers et un manque de planification des activités. En réalité, malgré les énormes efforts de son Président, Mgr. Jean-Louis Nahimana, la CVR souffrait d'un manque d'indépendance vis-à-vis du CNDD-FDD et de l'absence de soutien des bailleurs de fonds. Jusqu'aujourd'hui, le gouvernement se bat pour le contrôle du récit du passé, ainsi que pour assurer que les personnes au pouvoir bénéficient d'une immunité de poursuites des crimes commis dans le passé.

Profitant de l'échec de la première CVR à accomplir son mandat dans les délais, le gouvernement annonçait la création d'une nouvelle CVR **en novembre 2018**, par la loi n°01/022 modifiant la loi n°1/18 du 15 mai 2014 portant création de la CVR. Seuls trois commissaires de la première Commission étaient reconduits ; Mgr. Jean Louis Nahimana n'était ni réélu ni reconduit comme commissaire. A sa place, l'ancien chef de la CENI pour les élections controversées en 2010 et 2015, Pierre Claver Ndayicariye, était élu comme nouveau Président de la CVR. En plus de ces changements des commissaires, le mandat de la CVR a été modifié, par exemple, son mandat temporel couvre maintenant une période de 123 ans.

En 2019, les communautés des zones d'intervention du programme Akariho karavugwa faisaient face à une bataille de plus en plus ardue dans leur recherche de la vérité, de la justice et de la réconciliation. Comme lors des précédentes périodes de bouleversements politiques dans le passé du pays, l'instrumentalisation du passé à des fins politiques et la manipulation identitaire – affectant en particulier les jeunes – s'accéléraient à l'approche des élections de 2020. Malgré la résilience développée par les communautés pour vivre ensemble en acceptant la cohabitation pacifique, elles souffraient de l'absence de mécanismes de traitement du passé violent et des compétences très limitées dans la gestion des traumatismes.

A l'époque, la population signalait une absence de discussions intergénérationnelles constructives ainsi qu'une absence de lieux et de cadres pour la commémoration non discriminatoire. Sans travail de mémoire inclusive, les gens se permettaient d'exprimer leur haine à travers des slogans violents basés sur le passé non-traité. Les femmes quant à elles, au niveau individuel, portent des séquelles liées aux conséquences des violences subies au cours des différentes crises qu'elles ont vécues au Burundi depuis l'indépendance ; jamais elles n'ont eu d'espace pour être entendues, et moins encore l'accès à la justice.

Phase II : 2020 – Exhumations controversées

Sur le plan de la JT, la CVR démarrait en 2020, une phase d'exhumations au cours du mois de janvier avec un premier bilan de ces opérations présenté par le Président de la Commission le **14 février 2020**. Dès son début, ce processus a été très controversé en reflétant le manque de neutralité et d'indépendance de la CVR.

Tout au long de **2020**, la politique confirmait des craintes que la CVR serait encore moins indépendante du parti présidentiel le CNDD-FDD que la première Commission (2014-2018). Le processus des exhumations se concentraient exclusivement sur la crise de 1972 – la période de violence la plus importante particulièrement dans la mémoire collective des Hutu – et semblait donc accorder la priorité à un seul récit ethnique du passé. Cette période correspondant à la période électorale de **mai 2020**, le manque de la neutralité de la CVR est plus que jamais interrogée, celle-ci est soupçonnée d'aider le gouvernement à jouer sur la fibre ethnique afin de gagner l'électorat Hutu. Aucune analyse contradictoire de cette version n'a été annoncée par la CVR trahissant cette double intention.

La communauté déjà fragilisée par le non-traitement des cycles de violence manifeste une perte de confiance dans le processus formel de JT et tombe dans une division créée par cette suprématie des victimes sur d'autres. Un sentiment de désespoir au niveau des communautés consultées par Impunity Watch se fait sentir de plus en plus craignant que ces institutions (CVR et la CNTB) ne réveillent des sentiments de vengeance et ayant comme conséquence une répétition de la violence.

Phase III : 2021-2022 – Qualification du génocide

La mainmise du CNDD-FDD sur les institutions politiques, législatives et judiciaires du Burundi, et les contradictions politiques qui commencent à caractériser le gouvernement d'Evariste Ndayishimiye, peuvent également être discernées dans l'approche politique du pays en matière de JT. La CVR reste le seul mécanisme majeur de JT en place. Comme les années précédentes, elle continue de faire l'objet d'allégations de partialité, notamment en raison de sa politique d'exhumations se concentrant exclusivement sur 1972. Sans expertise ni protocole en place, la CVR exhume des fosses communes et expose des restes humains, des vêtements et des effets personnels, annonçant par la suite que toutes ces personnes étaient des Hutu victimes des violences de 1972. Au mieux délibérément incompétent, au pire propageant intentionnellement un programme politique, l'approche de la Commission sous-tend les accusations formulées depuis la nomination des membres de la commission, selon lesquelles elle promeut un récit historique particulier.

Les communautés consultées par Impunity Watch estiment que la politique de la CVR rouvre de vieilles blessures et nourrit les divisions ethniques, notamment en l'absence de structures de soutien psychosocial. D'autres n'ayant que peu ou pas de connaissance de la CVR risquent d'être manipulées et déçues. Aucune politique n'est mise en place pour fournir les types de soutien aux traumatismes que ces processus nécessitent, et aucune politique n'a été envisagée qui favoriserait une riche compréhension historique et qui engagerait les communautés dans une discussion facilitée sur le passé et son importance pour le présent. Pourtant, dans son rapport de **décembre 2021** au Parlement, la CVR a qualifié les massacres de 1972 perpétrés contre la population Hutu de génocide. Quant aux conséquences plus larges de cette qualification très médiatisée, aucune tentative n'a été faite pour mettre la décision dans son contexte, ni pour fournir une sensibilisation appropriée aux communautés.

L'existence d'un sentiment de méfiance entre les personnes vivant dans les camps de déplacés internes et les résidents, le retour des réfugiés accueillis dans des conditions difficiles de pauvreté souligne la précarité qui s'observe au niveau communautaire. Tandis que ces communautés manifestent le besoin d'avoir plus de sensibilisations et de dialogues pour favoriser la cohabitation pacifique, les autorités locales semblent être peu intéressées de trouver des mesures qui s'adaptent aux conditions de vie de la communauté. Les mesures prises au niveau national semblent ne pas tenir en compte de l'ampleur de la pauvreté qui règne au sein de la population, à savoir : la destruction des maisons, boutiques et toute autre construction qui ne respectent pas la distance de 6 mètres ; et les flambées des prix des denrées alimentaires. Les conséquences liées à ces mesures sont ressenties par toutes les couches de la population ne faisant qu'aggraver les problèmes de genre, et amplifient plus particulièrement les violences faites à l'égard des femmes et filles qui se retrouvent dans des situations de vulnérabilité socio-économique.

1.3. Principales réalisations du programme (2018-2022)

Phase I : 2018-2019

Malgré la suspension des ONG en 2018, la planification établie en collaboration avec les partenaires permettait de rattraper le temps perdu à cause de cette suspension. Par ailleurs, le temps investi au début du programme pour organiser des présentations provinciales et pour former les autorités locales sur les thèmes du programme était bénéfique : cela a facilité l'appropriation du programme par différentes autorités, dont la plupart saluaient la mise en œuvre d'un tel programme au niveau communautaire. Grâce aux sensibilisations menées durant cette première phase du programme, les communautés commençaient à comprendre plus clairement la JT. L'impact du programme était davantage visible avec le début des sensibilisations et dialogues communautaires. Ces techniques permettaient de délier les langues et encourager les communautés à faire face à ces mémoires de violence non-traités, ainsi qu'à s'exprimer sur le passé et à partager leurs expériences pour contribuer dans l'acceptation des récits multiples, et à terme renforcer la cohésion sociale. Les principales réalisations durant la Phase I étaient les suivantes :

- Négociation et obtention d'un **protocole d'exécution** du programme auprès du Ministère de tutelle.
- Elaboration et traduction en kirundi des **7 modules et kits de sensibilisation** et de formation des Artisans de Paix (ADP).
- **Lancement officiel** du programme en décembre 2018 et organisation des séances de présentation du programme dans les trois provinces d'intervention dans la semaine du 20 décembre 2018.
- Formation de **1,800 membres de 60 structures communautaires** du programme.

- Renforcement des capacités des **120 ADP, 120 Assistants Psychosociaux (APS), et 140 Noyaux de base communautaires**.
- Mise en place des **structures psychosociales communautaires**.
- Six ateliers provinciaux de **formation des administratifs** locaux sur le rôle de la mémoire dans la reconstruction sociale.

Phase II : 2020

La période électorale impactait la mise en œuvre des activités prévues, surtout à la suite de la décision de l'organisation d'interrompre toutes les activités menées au niveau collinaire craignant qu'elles ne soient détournées par les campagnes électorales. Bien que le contexte fût verrouillé, le fait d'inclure les administratifs dans le programme favorisait la conduite des activités. En plus, face aux tensions existantes entre acteurs/partis politiques dans les communautés – et à travers le pays en 2020 – les ADP et les femmes leaders de DH (NBC et PFC) jouaient un rôle décisif dans la prévention des tensions et pour s'assurer de la participation inclusive des membres des communautés aux dialogues. Les réalisations suivantes caractérisaient la Phase II :

- **3,338 participants aux dialogues communautaires** (59% femmes).
- **2,700 participants aux dialogues intergénérationnels** (60% femmes).
- **2,561 participants aux séances de sensibilisation** organisées par les ADP sur la CVR et la participation des victimes (53% femmes).
- **1,159 personnes** bénéficiaires d'une prise en charge psychosociale.
- **Formations à l'intention des 19 OSC** œuvrant dans les trois provinces zones d'intervention du programme sur la mémoire et rôle de la société civile dans le processus de traitement du passé.
- **7 théâtres interactifs** sur le rôle de la mémoire dans la reconstruction sociale parmi **2,115 participants** (50% femmes).
- **Recherche sur les traumatismes et mémoires** dans les zones d'intervention.
- **Formation de 19 OSC** travaillant dans les domaines connexes à la JT : 8 dans la province de Bujumbura ; 5 dans la province Muyinga ; et 6 dans la province de Cibitoke.

Phase III : 2021-2022

Les effets du Covid-19 n'ont pas manqué d'affecter la planification de la Phase III et sur les activités, par conséquent un kit de lavage avait été distribué vers la fin de l'année 2020 sur toutes les collines. Le nombre de dialogues intergénérationnels qui étaient planifiés a été réduit, en raison des mesures de protection qui devaient être désormais prises en compte dans toutes les activités. Toutefois, toutes les activités ont été réalisées en 2021, à part l'accompagnement des initiatives communautaires qui n'avait pas pu être accompli avec l'année 2021 à cause des procédures de vérification et de confirmation des initiatives qui concourent à la cohésion sociale des communautés. La période d'extension du programme d'un mois était indispensable à la fois pour le rapportage mais aussi pour la finalisation de toutes les activités des partenaires. Les principales réalisations de la Phase III 2021-2022 sont les suivantes :

- **82 participants aux 4 sessions de guérison de mémoire**.
- **1,800 participants aux 60 séances d'échange intercommunautaire**.
- Etablissement de **56 initiatives de mémoire communautaire**.
- Formation et mise en place de **60 groupes de solidarité** composés par les membres des structures communautaires.
- **3 forums provinciaux** dans chaque province d'intervention et partage des besoins des communautés auprès des autorités, élus locaux et la CVR.
- **10 formations** sur la communication non-violente, la JT et la mémoire, ainsi que la résolution pacifique des conflits auprès de **250 administratifs locaux**.
- Production **d'une bande-dessinée « INTANGO NSHASHA »** par les OSC de Cibitoke.
- **Recherche** sur la participation des jeunes dans le processus de JT.
- **Séance de partage des réalisations du programme** auprès des Ministères tutelles.

2. Analyse de la théorie de changement et les hypothèses

2.1. Théorie de changement & Stratégies d'intervention

Opérationnalisation de la théorie de changement

La théorie du changement et l'analyse sous-jacente¹ étaient pertinentes tout au long du programme. Tous les résultats ont pu être atteints à des phases différentes et toutes les activités et les stratégies d'intervention ont concouru à atteindre les différents objectifs du programme.

Suivant les résultats de **l'évaluation finale, 94.2% des répondants s'accordent sur le fait que les activités du projet étaient appropriées aux besoins communautaires²**. En outre, **96.1% des personnes affirment que les initiatives du projet ont contribué à la reconstruction du tissu social** au niveau communautaire³.

L'évaluation de l'impact et de la durabilité du programme montre que le programme a instauré des changements en matière d'attitudes, comportements et d'opinions, ainsi que des pistes porteuses des changements communautaires observables. Les communautés reconnaissent l'existence des espaces de dialogue sur les processus de JT (74.4%) grâce au programme. En outre, selon l'évaluation finale **« d'énormes résultats inattendus positifs sont perceptibles et selon les propos des populations cibles, ces résultats constituent des bases sûres de la pérennité de certaines réalisations du projet. »⁴** L'évaluation finale montre que le niveau de la durabilité dépend étroitement de la nature des interventions mises en œuvre, et les administratifs précisent que l'approche d'intervention privilégiée avait un caractère innovatif surtout avec l'introduction des approches favorables à la JT et au traitement du passé communautaire.

Ladite évaluation laissant comprendre qu'un facteur influençant ces résultats atteints est lié aux décisions stratégiques basées sur des réunions de réflexion avec les partenaires qui ont été privilégiées pour orienter la mise en œuvre du projet vers l'atteinte maximale de sa performance. En effet, plusieurs stratégies de gestion du programme ont été instaurées dès son début pour assurer une harmonisation des interventions au sein du consortium. Les plans d'action de chaque partenaire étaient revisités chaque trimestre à travers des réunions de management, rassemblant les responsables du programme de chaque organisation partenaire et les points focaux provinciaux. Une autre stratégie efficace pour renforcer les relations avec les administratifs, fût la nomination d'un partenaire lead par province. Celui-ci était en charge d'organiser les réunions de coordination provinciale, ce qui a concouru à établir une confiance au niveau de l'administration et au niveau communautaire. Les activités se déroulant très bien, les communautés elles-mêmes ont proposé des stratégies similaires à celles déjà formulées dans la théorie de changement, comme les initiatives de mémoire communautaires. Ces activités constituent des initiatives 'réussies' car celles-ci ont été mises en œuvre sans aucun accompagnement de la part de nos partenaires, mais toutes les couches de la communauté ont uni leur force pour réaliser ces initiatives.

Programmation adaptative

Du point de vue programmatique, la théorie du changement est restée largement inchangée. La plupart des stratégies d'intervention ont été mises en œuvre comme cela était prévu. Toutefois, **une certaine flexibilité a été appliquée à travers l'instauration d'une approche de programmation adaptative**, laquelle a été utilisée pour modifier les activités, les approches et les méthodologies en fonction du contexte socio-politique et sécuritaire volatil et changeant, ainsi que des innovations dans la programmation. Ce genre d'approche adaptative est fondamentale pour les programmes de cette nature, qui visent un changement social et comportemental. Cela a permis une mise en œuvre flexible du programme, en vue de déterminer les meilleures approches adaptées pouvant faciliter la réalisation des objectifs visés par le programme.

De cette manière, la flexibilité et la programmation adaptative basées sur nos analyses en cours du contexte, des conflits et des risques ont été cruciales, pour atténuer et contourner les différents défis liés au contexte (voir ci-dessus), ainsi que les défis liés aux sujets sensibles de la justice transitionnelle. Cette adaptabilité a été rendue possible par la participation effective et l'inclusivité des partenaires d'exécution, des structures communautaires et des communautés de base, conduisant progressivement à l'appropriation du programme et de son impact.

Des exemples pratiques de l'opérationnalisation de cette approche comprennent les aspects suivants :

Adaptation basée sur le contexte électoral. Dès le début de la campagne électorale, la stratégie a été adoptée d'interrompre les activités sur terrain. Cette interruption était **une adaptation basée sur le contexte qui devenait**

¹ Voir : Annexe 1.

² Rapport d'évaluation finale du programme Akariho Karavugwa, Avril 2022, p.4.

³ Ibid, p.23.

⁴ Ibid, p.23.

dangereux pour le staff du programme à cause de la pression que les chefs de colline commençaient à exercer auprès des jeunes ADP et APS qui avaient acquis une certaine notoriété depuis le début du programme. En effet, la plupart des chefs de colline voulaient récupérer cette notoriété à leur avantage, en profitant des rassemblements tenus dans le cadre du programme pour faire des propagandes du parti au pouvoir. Pour contourner ce risque, des formations ont été organisées à l'endroit des points focaux provinciaux et communaux de tous les partenaires à Gitega. Celles-ci portaient sur la prise en charge des bourreaux, sur la communication non-violente, et la non-violence active. Un message a été envoyé à chaque individu des structures communautaires du programme en guise de rappel des valeurs et meilleures conduites durant la période électorale.

Opérationnalisation des propositions des OSC formées. L'approche de programmation adaptative a permis de faire une combinaison des stratégies en fonction des résultats intermédiaires, sans toutefois changer la logique d'intervention afin d'aboutir aux résultats du programme. Plus concrètement, les formations des OSC avaient pour but de pouvoir les influencer à former des réseaux d'acteurs ; **mais ayant été renforcées, les OSC ont proposé leurs propres initiatives à mener en réseau.** Il s'agit notamment des sensibilisations menées à Muyinga auprès des résidents des collines et des habitants des sites de déplacés situés aux alentours de ces localités, d'une proposition faite par les OSC de Cibitoke de faire un récit qui a été retranscrit sous la forme d'une bande dessinée, et d'une pièce de théâtre interactif jouée à Bujumbura dans le but de sensibiliser les communautés sur l'importance de promouvoir la cohésion sociale. Ces initiatives ont été prises en compte et formulées comme des sous-activités s'inscrivant dans les forums provinciaux, ce qui a permis à avoir des besoins communautaires plus diversifiés permettant ainsi un plaidoyer multidimensionnel. Plus encore, toutes ces initiatives ont contribué à l'augmentation du nombre de sensibilisations et de bénéficiaires du programme favorisant d'atteindre les cibles visées, voir même de les dépasser, et à donner des stratégies de sortie au programme. Cette approche adaptative permet **d'opérationnaliser certaines des recommandations émises au cours d'une activité, d'une évaluation en interne, ou au moment d'une évaluation mi-parcours.** Grâce à la programmation adaptative, les communautés ainsi que les OSC ont facilement adopté les changements et se sont plus familiarisées aux avancées du programme.

2.2. Hypothèses : résultats et objectifs spécifiques

Soutien psychosocial (Résultat 1)

Hypothèses

Le traitement des traumatismes individuels et collectifs du passé, d'une manière sensible au genre et adaptée à l'âge, conduit à une transmission plus constructive des mémoires.

Si les groupes divisés sont capables de reconnaître la souffrance de l'autre, la confiance peut être rétablie et la transmission de la mémoire intergénérationnelle constructive encouragée.

La prise en charge des traumatismes et le soutien psychosocial sont des conditions préalables et essentielles à la participation des victimes à la JT, avant et après ces processus (de JT).

Dans nos zones d'intervention et les communautés vivant aux alentours, les hypothèses se sont révélées vraies. Le niveau de la demande a parfois dépassé la capacité de réponse apportée par les assistants psychosociaux communautaires et les psychologues au niveau provincial. Les histoires de changements individuels et collectifs qui ont résulté de cette stratégie

« Depuis que le programme est venu, je me sens valorisée. Ces assistants psychosociaux sont venus à temps sinon je serais morte. Même s'il m'arrive d'être très triste, de pleurer je vais leur parler et ils m'ont appris quelques gestes qui me permettent de me sentir bien. Maintenant je peux parler de mon passé et cela me soulage. J'arrive progressivement à trouver le sommeil car j'ai su que je n'étais pas seul à avoir été affecté par la guerre, mais qu'il y a d'autres personnes qui ont vécu des atrocités mais qui l'ont dépassé en cherchant d'autres centres d'intérêts ».

(Femme adulte, Kanyosha, Septembre 2020)

sont remarquables. En intégrant le soutien psychosocial dans l'ensemble du programme, cela a créé des conditions du succès d'autres activités. Cela a prouvé que **la guérison des traumatismes est une condition préalable à la transformation des perceptions et à la transmission intergénérationnelle constructive des mémoires.** Ceci est central pour le traitement du passé et la réconciliation au sein et entre les communautés, comme l'hypothèse initiale le postulait.

Au niveau du traitement sensible au genre, la guerre civile et les conflits interethniques qui ont frappé le Burundi ont touché les hommes et les femmes ; mais chaque catégorie a été affectée de manière spécifique. Les hommes et les jeunes garçons ont pour

la plupart été tués, torturés et enrôlés de force dans les mouvements armés. Les hommes rescapés de ces violences ont tendance à cacher leurs souffrances, en restant isolés ou en voulant noyer leur douleur dans l'alcool. Les femmes victimes des violences quant à elles semblent plus disposées à se confier aux autorités locales (chef de colline, conseiller chargé des

affaires sociales à la commune, et les Centres de Développement Familiales et Communautaires). Mais ces individus ou structures locales ne sont pas souvent outillés ou expérimentés pour apporter une assistance à ces victimes, ou pour faire l'écoute ou l'orientation vers la prise en charge psychosociale. Depuis que les assistants psychosociaux (APS) ont été introduits auprès des autorités locales à travers le programme Akariho karavugwa, ainsi que d'autres en cours de mise en œuvre, beaucoup de cas nécessitant une prise en charge psychosociale leur ont été référés, et les APS sont satisfaits des progrès que ces victimes manifestent au sein même de la communauté. **Les autorités locales témoignent à quel point le soutien psychosocial est essentiel pour la cohésion sociale**⁵.

L'évaluation finale du programme reconnaît à travers des groupes de discussions et des entretiens réalisés, que les communautés disposent des séquelles du passé qui sont souvent matérialisées par des blessures, des crises de confiance entre les différents groupes sociaux, des cas de trauma, de l'ignorance de l'importance des mémoires collectives et des faibles connaissances de l'histoire violente des communautés. Tous ces facteurs nécessitent des traitements pour construire des communautés plus résilientes face à la répétition des violences. Les communautés reconnaissent alors que les interventions du programme Akariho Karavugwa constituaient une réponse incontournable au traitement du passé violent. Tandis que les interventions du programme impliquent un accompagnement psychosocial continu et complémentaire à toutes les stratégies, ceci à travers la présence des APS sur chaque colline et dans toutes les activités, cette citation ci-haut mentionnée ainsi que l'évaluation finale prouvent que les hypothèses ont été vérifiées par les expériences vécues au niveau communautaire depuis le début de sa mise en œuvre.

Mobilisation des communautés autour du traitement du passé (Résultat 2)

Hypothèses

La population locale manque encore de connaissances et d'informations suffisantes sur la JT et le traitement du passé, ce qui freine leur participation appropriée et efficace.

Rappeler de manière constructive et inclusive les violences du passé renforce la compréhension au sein des composantes sociales, la confiance mutuelle, et favorise la tolérance vers l'acceptation des récits multiples.

Les jeunes sont habituellement exclus de toute discussion sur la JT.

Les jeunes sont marginalisés dans les discussions politiques, alors qu'ils sont souvent les premiers à être manipulés à des fins politiques, souvent basées sur l'identité.

Dans la première phase du programme, il est devenu évident que la connaissance et la compréhension des mécanismes de JT au sein des communautés étaient extrêmement limitées. Tout au long des diverses stratégies d'intervention, nous avons vu comment la sensibilisation des communautés et l'augmentation de leurs connaissances sur la JT et le traitement du passé ont été importants. Le programme a traduit ces connaissances en actions par le biais des structures communautaires, les artisans de paix (ADP), des dialogues intergénérationnels et des initiatives de mémoire communautaire. Ces actions ont créé une dynamique communautaire qui renforce la résilience communautaire et construit la cohésion sociale sur base de la déconstruction des mythes sur la violence du passé et la promotion de la compréhension mutuelle. Au cours de l'évaluation finale, **les répondants ont indiqué que le programme a sensiblement contribué au relèvement du niveau de connaissances de JT et des expériences du passé**, et que ces connaissances leur permettent de participer aux processus de traitement du passé. Ceci montre que les hypothèses se sont révélées vraies.

« L'administration ne met pas beaucoup d'efforts pour intégrer les jeunes dans les activités de consolidation de la paix au sein de nos communautés. Ce qui explique le manque de connaissance qui s'observe chez les jeunes de ces processus de traitement du passé »

(Jeune, Bujumbura, Séance de partage, 2021)

L'absence de processus de justice transitionnelle crédibles et inclusifs est l'une des causes profondes des conflits récurrents au Burundi. A part les activités du programme, la population signalait un manque de discussions intergénérationnelles constructives ainsi qu'une absence de lieux et de cadres pour la commémoration non discriminative. En effet, sans un travail de mémoire inclusive qui est mené, les gens se permettent d'exprimer leurs haines à travers des slogans violents et pérennisent ainsi les violences du passé au lieu de mener un dialogue ouvert pour que les mémoires douloureuses trouvent un cadre d'expression. Le rôle que joue la transmission violente des mémoires dans ce contexte a été prouvé par les recherches menées sur le projet et par les témoignages des bénéficiaires du projet. Néanmoins, dès le début des dialogues communautaires et des sensibilisations, beaucoup de personnes ont commencé à se confier aux assistants psychosociaux, ce qui a eu plusieurs effets positifs au niveau communautaire. Grâce aux dialogues communautaires et intergénérationnels, les communautés s'expriment souvent avec émotion sur le passé et partagent leurs souvenirs, ce qui contribue à

⁵ Interview du conseiller chargé des affaires sociales dans la commune Kanyosha, Bujumbura, Septembre 2020.

l'acceptation des récits multiples, et à long terme renforce la cohésion sociale. Et encore plus, le rôle des ADP a été fortement apprécié au niveau communautaire. Ceux-ci ont animé des séances de sensibilisations et intervenaient dans la résolution pacifique des conflits.

Le contexte du programme a démontré que, surtout pour les jeunes, la vulnérabilité économique expose certaines personnes à toute sorte de manipulation, et empêche les victimes de dénoncer des cas de violation des droits de la personne humaine observable dans leur entourage. **Le manque d'expérience des jeunes eu égard aux événements du passé a été également relevé comme un défi pour leur participation dans la JT.** Pour contourner ce défi, une des stratégies entreprises était de former les chefs de colline pour appuyer les jeunes et de leur accorder une place centrale dans les sensibilisations. Ainsi, à différentes phases du programme, on peut affirmer que les hypothèses qui concernaient les jeunes sont vraies et que des actions ont été entreprises pour contourner leur marginalisation.

Initiatives de mémoire communautaires (Résultat 3)

Hypothèses

Les initiatives de mémoire ont un impact positif sur la compréhension du passé, ainsi que sur les réparations et la non-répétition.

Les initiatives de mémoire dirigées par la communauté sont socialement, culturellement et psychologiquement plus proches des communautés. Elles sont donc plus susceptibles d'avoir un impact positif que les processus nationaux.

Des initiatives communautaires inclusives, participatives et respectueuses réduisent la probabilité que les mémoires puissent être ravivées pour manipuler le passé et créer de la violence.

Les différents rapports du projet, nos actions de suivi-évaluation et l'évaluation finale du projet montrent clairement que **le projet a contribué à l'établissement des initiatives de JT et de mémoire communautaire.** Plusieurs initiatives ont

« Si on essayait de faire une analyse au sein de la communauté, on constate que ces initiatives ont apporté un changement positif même si ces activités n'ont pas pu atteindre toutes les localités »

(Séance de partage, Muyinga, Novembre 2021)

été établies, notamment : (a) l'initiation des événements de mémoire collective ; (b) l'entretien des places et lieux de mémoire ; (c) la réhabilitation symbolique des infrastructures communautaires (ponts, routes, points d'eau) ayant marqué l'histoire violente dans les collines cibles du projet ; et (d) l'assistance aux plus vulnérables et aux victimes des crises.

Selon l'évaluation finale, les communautés reconnaissent que ce genre d'initiatives viennent accentuer le niveau de confiance entre différentes

groupes et personnes surtout que ces initiatives sont inclusives. L'évaluation donne une proportion de **95% des personnes interrogées au cours des sondages effectués qui indiquent que les initiatives ont produit des impacts positifs au niveau communautaire.**

Plus concrètement, dans les provinces de Bujumbura et Cibitoke, les habitants vivent l'individualisme, très réservés dans leur propos ; ils manifestent peu d'intérêts pour les travaux communautaires qu'ils considèrent comme une stratégie politique du parti au pouvoir. Les personnes ayant une idéologie politique outre que celle du parti au pouvoir, sont considérées comme des déviants et par conséquent sont discriminées. C'est dans ce contexte, que le programme a évolué avec comme logique d'avoir des initiatives communautaires inclusives et qui vont rester même après la fin du programme. Comme résultat inattendu dès la deuxième phase, les personnes ayant bien accueilli la tenue des dialogues avaient déjà commencé à ressentir le besoin d'avoir des initiatives de mémoire et de réconciliation.

Les communautés ont tissé des liens solides à travers ces initiatives communautaires ce qui réduit les possibilités de répétition de la violence, car ils ont désormais des intérêts en commun à protéger. Tout ceci nous amène à conclure avec confiance que les hypothèses étaient bien fondées et que des initiatives de mémoire communautaire inclusives, développées par les communautés auront eu un impact significatif sur le traitement du passé.

Renforcement des OSC (Résultat 4)

Hypothèses

Les OSC jouent un rôle crucial dans le succès de tout processus de JT, en particulier dans la mobilisation et l'accompagnement des victimes, ainsi que dans le suivi et le monitoring.

Les OSC au Burundi sont actuellement affaiblies, déconnectées les unes et des autres et manquent des stratégies claires pour influencer les processus politiques.

Les OSC au Burundi ne sont pas encore en mesure de lier leur travail au sein des communautés aux processus politiques et n'utilisent donc pas pleinement leur riche et profonde connaissance des communautaires au niveau plus élevé.

Comme il est décrit dans la partie contexte de ce rapport, le début du programme était marqué par la suspension des ONG, l'espace démocratique et civique était davantage restreint. Rappelons aussi le contexte de 2015 avait affecté particulièrement les OSC où la plupart des représentants de ces organisations ont dû prendre le large fuyant les menaces et autres conditions difficiles du pays. C'est dans ces circonstances que les OSC qui sont restées au Burundi sont de trois catégories : (1) des OSC indépendantes qui travaillent dans un climat de méfiance ; (2) des OSC qui sont assimilées au parti au pouvoir car ayant des représentants qui militent pour le CNDD FDD, mais prétendent être de la société civile ; et (3) des OSC opportunistes n'ayant pas de domaine d'intervention bien fixe. Ce contexte démontre le processus difficile que le programme a rencontré pour faire une cartographie des OSC dans nos zones d'intervention montrent qu'au début du programme, les OSC étaient affaiblies, déconnectées et sans pouvoir d'influencer les processus politiques comme l'avait supposé l'hypothèse.

En réponse à cette faiblesse, des OSC ont bénéficié des renforcements de capacité, ainsi que des transferts d'expertise de nos organisations partenaires. Par conséquent, **les OSC ont pu proposer des initiatives à mener par province** (voir 2.1), qui ont permis au programme d'atteindre plus de cibles, en dehors des zones d'intervention. A travers ces initiatives, **ces OSC ont pu pour la première fois travailler en synergie pour sensibiliser les communautés, réunir les besoins des communautés et les partager aux décideurs nationaux lors des forums provinciaux.**

L'exemple de Cibitoke est illustratif. Au début, les OSC de Cibitoke ne travaillaient pas en réseau, mais de manière très déconnectée. Grâce au programme, elles ont pu être les initiateurs d'un récit qui a été retranscrit sous la forme d'une bande dessinée intitulée « INTANGO NSHASHA » (*Nouveau départ*). L'histoire relatée dans ce livret a été écrite dans le but de faire connaître aux jeunes générations les conséquences liées à la guerre, avec l'objectif de prévenir la non-répétition des violences du passé. Cette initiative fut une réponse apportée à une demande faite par les communautés, qui donnaient leurs points de vue sur la transmission des mémoires aux jeunes en vue de reconstruire le tissu social détruit par les crises du passé :

« Pourquoi ne pas penser à élaborer des livrets à partir des récits des victimes. Si vous voulez, en modifiant les noms pour garder l'anonymat... et utiliser les livrets au niveau des écoles en remplacement par exemple au cours de civisme. Ces récits aideraient à lutter contre la manipulation que subissent les jeunes liée au passé, et ainsi rompre le cycle de violences. Les partenaires du programme « Akariho karavugwa » pourront demander l'accord auprès du Ministère de l'Education pour insérer ce livret dans les programmes scolaires. » (Femme, 53 ans, Mugina, Septembre 2020)

Ainsi, les hypothèses étaient vraies que les OSC manquent de stratégies claires. Pourtant, ces OSC jouent un rôle crucial au niveau communautaire, car elles détiennent une compréhension du contexte communautaire dans lequel elles opèrent. Désormais, cette stratégie a changé l'image que l'administration locale avait des OSC dans toutes les zones d'intervention. L'administration planifie d'inclure ces OSC dans l'élaboration des plans de développement de la commune.

Recherche et Plaidoyer (Résultat 5)

Hypothèses

Si de véritables efforts sont entrepris au niveau national pour répondre aux besoins des victimes, les processus de JT auront plus de chances de gagner la crédibilité et la confiance populaire, augmentant ainsi la participation et la légitimité de ces processus.

Les efforts de plaidoyer sont plus authentiques - et ont donc plus de chances de réussir - lorsqu'ils sont fondés sur les besoins locaux et entrepris d'une manière adaptée au niveau local.

Les décideurs internationaux manquent d'informations, d'analyses et de conseils politiques réguliers et novateurs du Burundi pour l'utilisation dans leur diplomatie.

Durant la mise en œuvre du programme des séries de lunch meetings ont été organisés rassemblant différents bailleurs et décideurs internationaux, et des informations sur la JT ont été régulièrement partagées avec ces derniers. En ce qui concerne le plaidoyer mené au niveau national, les OSC renforcées en capacité et les OSC partenaires en collaboration avec IW ont organisé des forums provinciaux ayant pour objectif de rassembler les différents acteurs impliqués dans le traitement du passé. Ces forums ont été une occasion d'échanger sur les expériences des communautés et de plaider auprès des décideurs et acteurs locaux pour que les besoins des communautés soient pris en compte.



Présentation des besoins des communautés lors du forum provincial de Bujumbura, Mai 2021.

De ces présentations des besoins des communautés faites par les organisations de la société civile, et les organisations partenaires, différents engagements sont ressortis car constituant une occasion de plaidoyer. Les efforts de plaidoyer ont réussi, par exemple les initiatives visant les déplacés vivant dans les sites et les résidents des collines situées aux alentours ont été encouragées par l'administration à Bujumbura et à Cibitoke. Les hypothèses ont été vérifiées car même le niveau de confiance au processus de JT a augmenté selon l'évaluation finale.

2.3. Hypothèses : objectifs spécifiques et objectif global

Récits multiples du passé et des mémoires collectives (OS1)

Hypothèses

Les récits multiples et pluralistes du passé contribuent à la reconnaissance mutuelle parmi et entre les groupes dans la société, ce qui contribue à (re)construire la cohésion sociale.

Les mémoires collectives et inclusives du passé sont peu ou rarement initiées, alors que leur promotion et leur établissement mèneraient à la reconnaissance mutuelle et à la compréhension dans la société burundaise.

Au niveau communautaire, les Burundais vivent une sorte de cohabitation pacifique instable ou incertaine dans laquelle le passé violent est rarement discuté ; l'acceptation de récits multiples et mémoires inclusives est une condition préalable à la réconciliation.

Les preuves de la véracité des hypothèses liées à l'absence de discussions sur le passé et à l'importance du dialogue pour de multiples récits sont nombreuses.

Au début des dialogues, les membres des communautés avaient peur de parler en public pensant qu'il peut y avoir des répercussions. Ceci s'explique par le contexte des communautés qui souffre encore des comportements divisionnistes prenant racine généralement dans les idées politiques ou ethniques différentes. Les jeunes affiliés aux partis politiques sont nourris de ces mauvaises idées et sont généralement caractérisés par des comportements violents, nuisibles et le non-respect à l'égard des autres. Grâce à la participation aux dialogues, les membres des communautés ont commencé à prendre des engagements notables en matière de consolidation de la paix, ils ont vaincu cette peur et sont aujourd'hui ouverts dans les dialogues.⁶ La preuve est qu'on observe des relations entre les habitants qui avant le programme ne pouvaient pas passer sur ces collines antagonistes. A Cibitoke, sur les collines de Kirinzi, Rusagara, Mwarangabo et Rugendo, des changements sont observables au point même qu'il y a des mariages mixtes. Selon les habitants de cette localité, ceci est miraculeux car on ne pouvait pas voir ces unions avant le programme. Quant à faire une vérification quantitative, il était prévu que 25% des personnes dans les 60 communautés ciblées affichent une meilleure compréhension des expériences des autres groupes sur la violence du passé. Durant l'évaluation finale, une valeur globale de 57.3% a été atteinte dépassant l'indicateur.

« Dans ce pays où presque tout le monde a souffert des crises du passé, il est difficile d'en parler à une personne dont on ne maîtrise pas les intentions. Partout on chante la paix. Comment voulez-vous qu'on revienne sur les faces sombres de l'Histoire ? »

(Homme, Mukike, Septembre 2020)

Ainsi, **l'hypothèse selon laquelle les récits multiples et pluralistes du passé contribuent à la reconnaissance mutuelle parmi et entre les groupes dans la société, ce qui contribue à (re)construire la cohésion sociale a été vérifiée durant la mise en œuvre du programme.**

A propos de la seconde hypothèse, en effet, en l'absence de cadres de dialogues les mémoires que ce soit individuelle ou collectif restent enfouies et les divisions persistent. Les communautés visitées reconnaissent cette absence de discussion. Ainsi, les dialogues communautaires, intergénérationnelles et les sensibilisations initiées dans le cadre du programme, ont créés des espaces de discussion auparavant inexistant où les personnes ayant un passé chargé – pour avoir été témoins, victimes ou auteurs dans les différentes crises désireuse de partage de leurs expériences passées – peuvent s'exprimer pour que les jeunes aient une compréhension du passé et ne tombent pas dans les mêmes erreurs.

Lors des séances de partage dans la dernière phase du programme, il est ressorti que **les jeunes ont admiré le fait d'être invités dans les dialogues car ils ont pu connaître le passé mais aussi la leçon de comment cohabiter avec les autres.** Ainsi, la promotion et l'établissement des mémoires collectives et inclusives mèneraient à la reconnaissance mutuelle et à la compréhension dans la société burundaise. En terme quantitatif, l'indicateur qui devait vérifier cette hypothèse est que 50% des jeunes ciblés indiquent qu'ils comprennent mieux l'histoire de leur

« Nous ressentons le choc de la guerre à travers les témoignages des adultes même si nous ne l'avons pas vécu directement »

(Fille, 22 ans, Focus group Buhinyuza, Octobre 2020)

⁶ Rapport Q4 2020 du partenaire Dushirehamwe et Focus group d'une séance de partage, Cibitoke.

communauté et l'importance de traiter le passé violent : l'évaluation finale a indiqué que le pourcentage était à 62.8% des jeunes ciblés.

Quant à la dernière hypothèse, plusieurs facteurs dans le contexte décrit ci-haut ainsi que dans les différents rapports des partenaires montrent qu'au niveau communautaire, les Burundais vivent une cohabitation pacifique instable et incertaine. Les tensions ethniques, l'impunité et la cohabitation avec les bourreaux réveillent parfois dans les mémoires des Burundais à certaine période comme la période électorale les divisions ethniques. Dans cet état des faits, les recherches effectuées dans les zones cibles ont révélé l'importance de faire davantage de sensibilisation sur les traumatismes et leur prise en charge, surtout parce que beaucoup de personnes n'ont pas encore une prise de conscience sur les traumatismes avec lesquels ils vivent et leurs multiples conséquences.

Selon l'évaluation finale, les communautés reconnaissent que le projet dispose des pistes porteuses des changements communautaires observables au niveau des récits multiples du passé et des mémoires collectives. A Bujumbura, par exemple, une femme a indiqué que, « avec les sensibilisations et les sessions de dialogue, les communautés ont pris conscience que l'ultime intérêt est de consolider la cohabitation pacifique et inclusive dans leurs relations. C'est sans doute le fruit des efforts du projet ».

« Depuis que le programme est venu, je me sens valorisé. Maintenant je peux parler de mon passé et je me sens soulager. J'arrive progressivement à trouver le sommeil car j'ai su que je n'étais pas seul au moment mais qu'il y a d'autres personnes qui ont vécu des atrocités mais qui l'ont dépassé en cherchant d'autres centres d'intérêt »

(Femme adulte, Kanyosha, Septembre 2020)

Processus inclusifs de justice transitionnelle aux niveaux local et national (OS2)

Hypothèses

Les processus inclusifs et indépendants de JT dans lesquels les citoyens sont disposés à participer contribuent à la réalisation des droits des victimes à la vérité, la justice, les réparations et les garanties de non-répétition, ainsi qu'aux obligations de l'État pour les mêmes droits, ce qui aboutit au traitement du passé plus constructif.

Le traitement du passé et la JT nécessitent une approche multidimensionnelle, comprenant à la fois des initiatives nationales et locales ; « promouvoir » signifie la consolidation des initiatives existantes ainsi que l'établissement de nouvelles initiatives.

Le succès de tout processus de JT dépendra en partie du degré de participation des victimes et des citoyens.

Les processus inclusifs et indépendants de JT devraient être des processus qui tiennent compte de toutes les spécificités locales et les inquiétudes des uns et des autres, et devraient être des processus indépendants, avec une certaine distance du pouvoir politique⁷. De nombreuses recherches menées par IW montrent que les populations visitées manquent des informations quant à leur participation à la CVR et dans d'autres mécanismes.

Au niveau communautaire, **le programme a facilité la participation des communautés aux processus de JT**. Par conséquent, les jeunes ADP amenaient à faire les sensibilisations ont aidés les membres des communautés à comprendre les notions de la JT et la gestion de mémoires, ainsi que les bénéfices d'une transmission positive de la mémoire pour lutter contre la répétition de la violence.

Ainsi, les communautés ont manifesté beaucoup d'engouement de participer aux processus de traitement du passé. A la suite de leur participation, ils ont davantage d'interrogations sur les réparations et aux responsabilités de l'Etat dans tout le processus. Le résultat est que la CVR a vu une participation effective des communautés de la province de Muyinga lorsqu'ils ont fait les travaux d'exhumations des restes humains de 1972 en fin de l'année 2021.

« On n'est pas souvent informé par rapport à notre rôle au cours des travaux de la CVR. Je reste convaincu qu'on ne trouvera pas de vérité sans notre engagement. Nous, les victimes, savons réellement ce qui nous est arrivé mieux que quiconque »

(Homme adulte, Bugendana)

La mise en œuvre du programme et les résultats obtenus confirment également l'hypothèse qui affirme que le traitement du passé nécessite une approche multidimensionnelle, comprenant à la fois des initiatives nationales et locales. Les actions réalisées dans le cadre du programme viennent contribuer à la reconstruction du tissu social et aux processus inclusifs du traitement du passé par l'approche « bottom-up ». Ces actions restent une contribution aux politiques dans le domaine de la cohésion sociale et un complément aux actions de la CVR, mais ne destituant pas les responsabilités de l'Etat. Grâce à ses initiatives multidimensionnelles, plusieurs initiatives informelles de JT ont été créées au niveau communautaire. Au niveau quantitatif, l'évaluation finale confirme que **95% des personnes engagées dans la mise en place d'initiatives de mémoire communautaire croient que les initiatives ont eu un impact positif sur la gestion du passé violent**.

⁷ Impunity Watch, Participation des victimes burundaises à la CVR, Policy brief, 2017, p.7.

Le programme a également créé des cadres de concertation réguliers au niveau national permettant aux OSC et aux acteurs non-étatiques de travailler ensemble pour promouvoir des processus inclusifs de JT. Ceci a pu être réalisé grâce aux forums provinciaux qui rassemblaient des différents acteurs, à savoir les élus, les gouverneurs, les administrateurs des communes, les représentants des partis politiques, les institutions religieuses, ainsi que les OSC. Plusieurs engagements sont ressortis de ces concertations régulières pour chaque province ce qui nous a permis d'avoir de solides stratégies de sortie. Les besoins des communautés étaient chaque fois partagés à ces différents acteurs qui ont appréciés ces forums.

Participation des communautés et les OSC à la non-répétition de violence (OS3)

Hypothèses

Le traitement du passé et la lutte contre les violations des droits humains dans le présent se renforcent mutuellement, étant liés à l'attention portée aux garanties de non-répétition.

L'intensification des efforts pour l'intégration systématique des voix des citoyens et des OSC dans les discussions politiques nationales et internationales conduit à des politiques et des décisions politiques plus adaptées aux besoins des populations, et a un impact positif sur la participation politique des citoyens en tant que détenteurs de droits.

La participation (directe et indirecte) aux processus politiques et de JT sont des préalables pour la légitimité et le succès de tels processus.

Le manque de traitement du passé et **la culture de l'impunité qui règnent depuis ces différents cycles de violence affectent les jeunes générations** qui reconnaissent qu'ils grandissent dans un environnement déjà divisé par les conséquences du passé. L'absence d'efforts qui favorisent le dialogue sur l'histoire du pays nourrit les sentiments de vengeance, d'agressivité et de déclassement social. Ainsi, si les jeunes avaient plus d'occasion de connaître les récits sur le passé du pays, ils prendraient de meilleures résolutions pour la non-répétition des violences mais aussi les personnes adultes seraient plus déterminées à lutter contre tout élément divisionniste.

Depuis le début de la mise en œuvre du programme, les gens se sont progressivement ouverts et ont compris que tous les côtés ont beaucoup souffert. Ils désirent ne plus voir la guerre et ont donné plusieurs recommandations d'inclure la jeunesse, de les faire participer dans les activités du programme pour

Recommandations des dialogues communautaires

- Appuyer les jeunes dans leurs initiatives de réconciliation avec les autres jeunes des partis politiques différents ou venants des localités au départ antagonistes.
- Donner plus de formations aux jeunes sur la non-violence active, la communication non-violente et la prise en compte du genre dans le traitement du passé.

que celle-ci ne soit plus victime de manipulation politico-identitaire. Cette observation a été tirée de l'analyse des fiches de rapportage utilisées lors des dialogues communautaires et intergénérationnels, à partir desquels plusieurs recommandations en sont ressorties. Les recommandations visent la non-répétition de la violence au Burundi car selon les adultes, si les jeunes sont sensibilisés, alors il n'y a pas de risque de voir la même violence se répéter.

Durant la mise en œuvre du programme, plusieurs stratégies ont été établies **pour l'intégration systématique des voix des citoyens et des OSC dans les discussions politiques nationales et internationales**. Par exemple, des forums locaux ont été organisés pour partager les besoins des communautés avec les décideurs. La large participation des responsables locaux est une indication de la pertinence de l'hypothèse. Plus important encore, l'adoption de certaines recommandations démontre l'importance de la stratégie et de l'hypothèse sous-jacente. Au près des bailleurs et décideurs internationaux, le programme a fourni des analyses et des recommandations. Comme confirmation de l'importance de cette stratégie et l'hypothèse sous-jacente, des éléments du programme ont été utilisés publiquement et informellement par des décideurs internationaux⁸.

⁸ Voir par exemple : la Commission de consolidation de la paix de l'ONU (<https://bit.ly/3rEmhY1>).

3. Evaluation globale du programme

3.1. Pertinence du programme

L'évaluation globale du programme Akariho karavugwa est basée sur un certain nombre de sources de données clés. En interne, IW s'appuie sur une approche de suivi interne continu comprenant : la récolte des résultats, la collecte de témoignages au niveau communautaire, la documentation des initiatives communautaires, les photos, les rapports des partenaires, les rapports d'évaluation sur le terrain, les rapports d'activité et les listes de présence. En externe, l'évaluation à mi-parcours et la récente évaluation finale du programme (avril 2022) ont fourni une grande partie des informations basées sur des témoignages. L'évaluation finale a recueilli des témoignages des participants au projet, des bénéficiaires et d'autres parties prenantes, lesquels ont servi pour mesurer qualitativement l'impact des interventions du programme.

Les communautés reconnaissent que les interventions du programme constituaient **une réponse incontournable au traitement du passé violent**. En effet, les communautés reconnaissent les contributions des activités visant le rétablissement de la confiance entre les différents groupes sociaux souvent matérialisé par les mariages interethniques qui s'observent actuellement dans les communautés. Les autres contributions du programme sont, entre autres, les cas des victimes des traumatismes qui ont été traités à travers les services d'écoute effectués par les assistants psychosociaux, l'ouverture d'esprit qui amènent les populations à discuter des expériences du passé, et les initiatives communautaires mises en place par les communautés. Tous ces exemples matérialisent les réponses du programme par rapport aux attentes des populations des communautés cibles. Le rapport de l'évaluation finale révèle que :

« Selon les données ressorties des sondages effectués, 96.1% des populations sont plus ou moins d'accord que les interventions du projet constituent des réponses à leurs attentes contre 2.6% qui sont plus ou moins contre et 1.3% qui sont neutres à la question. »⁹

Pertinence pour la reconstruction du tissu social

Le Burundi a connu des crises répétitives qui ont laissé derrière elle des communautés brisées. Contribuer à la reconstruction du tissu social s'avère nécessaire pour retisser les liens des communautés qui jadis entretenaient de bonnes relations.

« A Mugongomanga, les gens ont encore les séquelles liées à la crise de 2015, et à laquelle ils donnent une ampleur non moins lourde par rapport aux crises antérieures. Si la population se rappelle de ce jour-là, les larmes coulent aux yeux car pas mal de jeunes ont été tués et d'autres emprisonnés »

(Rapport Trimestriel THARS Q4 2021, p.5)

De ce fait, les évaluations internes et externes montrent que le programme a contribué à la reconstruction du tissu social en initiant des différentes stratégies. Par rapport à l'étude de base et l'évaluation mi-parcours, l'évaluation finale démontre une augmentation du pourcentage des bénéficiaires qui rapportent des niveaux de confiance dans les relations communautaires et du pourcentage des bénéficiaires indiquant qu'ils ont accès aux processus inclusifs de JT dans lesquels ils ont confiance. Cela dit,

les débuts du programme n'étaient pas faciles car les communautés étaient sceptiques par rapport à ses objectifs. En effet, les communautés sont habituées à bénéficier des projets de développement qui ont des résultats tangibles comme la construction de bâtiments, ce qui fait que la thématique de JT a été nouvelle pour celles-ci.

« Selon les entretiens effectués avec les points focaux des différents organisations partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet, ils indiquent qu'ils ont rencontrés des difficultés de pénétration communautaire surtout au début du projet parce que les communautés (administratifs et populations locales) n'avaient pas encore compris les objectifs du programme »¹⁰

AKARIHO KARAVUGWA

Objectif général

Contribuer à la reconstruction du tissu social et aux processus inclusifs de traitement du passé douloureux au Burundi, en vue de la restauration et du renforcement de la cohésion sociale.

Objectifs spécifiques

- **OS1** : Encourager l'acceptation des récits multiples du passé et des mémoires collectives et inclusives.
- **OS2** : Promouvoir des processus inclusifs de justice transitionnelle aux niveaux local et national.
- **OS3** : Assurer la participation effective et systématique des communautés et de la société civile dans les institutions et cadres nationaux et internationaux qui agissent pour la non-répétition de violence.

⁹ Rapport d'évaluation finale du programme Akariho Karavugwa, Avril 2022, p 24.

¹⁰ Ndagijimana J, Rapport Evaluation Mi-Parcours 2020, p17

Pertinence des dialogues

Les dialogues furent une plateforme d'expression des communautés sur le passé qu'ils ont vécu. Les jeunes, les adultes hommes et femmes, les personnes âgées ont pu partager les expériences de leur vécu pendant les crises qui ont secoué

« Les sessions de dialogue et de sensibilisation ont réhaussé le niveau d'ouverture des communautés. Aujourd'hui, nous ne craignons pas de demander à nos parents l'histoire de notre passé et les parents à leur tour ne manquent pas de dire les vraies versions de l'histoire des communautés »

(Rapport d'évaluation finale du programme Akariho Karavugwa, Mars 2022, p.29)

les communautés de nos zones d'intervention et partout dans le pays. Ce fut un espace de dialogue avec au centre des thématiques liées à la problématique des récits multiples et la mémorisation au sein des communautés. Les différences ethniques, l'antagonisme de certaines communautés vivant dans des collines voisines, les aspirations politiques ont tous été mis de côté dans ces dialogues, ceci permettant d'avoir un espace neutre où chaque membre de la communauté pouvait s'exprimer sans crainte. Les différents groupes ethniques ont pris connaissance des réalités relatives au passé des uns et des autres, les jeunes affiliés aux partis politiques ont reconnu l'importance de

respecter l'opinion de l'autre. De plus, les jeunes ont appris le passé douloureux de leurs communautés de la part des personnes âgées des crises lors des dialogues intergénérationnels.

Grâce à ces dialogues, les habitants de certaines localités partagent le sentiment qu'ils ont pu dépasser la cohabitation pragmatique et pacifique pour construire la cohésion sociale et la réconciliation, notamment ceux vivant sur les collines de Kirinzi, Mwarangabo, Rugendo et Rusagara dans la province de Cibitoke. Celles-ci avaient été affectées par la guerre qui a engendré des divisions ethniques ; les jeunes de certains partis politiques ont initié des initiatives permettant de cohabiter pacifiquement :

« Nous nous réjouissons que le Programme Akariho Karavugwa ait été initié ici chez nous, parce que les communautés disaient que les tutsi de Kirinzi sont des gens qui tuent les autres et nous les tutsi nous accusions nos voisins hutus d'être des assassins. Personne ne pouvait rendre visite à l'autre parce qu'il y avait de la méfiance entre nous. Mais depuis que le programme Akariho Karavugwa fut initié, on se réunit dans des dialogues pour échanger sur notre passé, on célèbre même des mariages entre nous. »¹¹

Pertinence de prise en charge psychosociale

Comme rapporté dans l'analyse des hypothèses, le niveau de demande de soutien psychosocial a parfois dépassé la capacité de réponse des assistants psychosociaux communautaires et des psychologues. La prise en charge psychosociale a répondu efficacement aux besoins et problèmes critiques dans les communautés. En effet, les crises qu'a connu le Burundi ont laissé derrière elles des traumatismes causant des troubles psychologiques.

Les structures communautaires mises en place par programme, notamment les 120 Assistants Psychosociaux (APS), ont assuré la prise en charge des personnes affectées psychologiquement, mais aussi la sensibilisation des communautés sur le trauma, ses causes et ses effets. Conséquemment, les communautés se sont orientées vers les APS, montrant clairement la pertinence de cette stratégie :

« Pour oublier leur passé, certaines victimes se réfugient dans la consommation des drogues pour surmonter leurs souffrances »

(Vidéo Théâtre Interactif sur le rôle de la mémoire 2020)

« Suite aux sensibilisations déjà faites, la population est actuellement sensible sur le trauma, ses causes et ses conséquences. Cela s'explique par le fait que les victimes se confient en grand nombre aux Assistants Psychosociaux après les sensibilisations, ce qui prouve que la communauté reconnaît désormais le rôle des APS dans le traitement du trauma lié au passé non ou mal traité. »¹²

Même les autorités administratives ont elles-mêmes constaté l'importance de la prise en charge psychosociale après avoir bénéficiées d'un renforcement de capacité axé sur les aspects liés à la prise en charge psychosociale. La citation suivante est représentative de la plupart des autorités impliquées dans le programme :

« Il a été constaté qu'il y a un grand nombre de victimes des violences du passé même chez les autorités locales, qui ont à leur tour compris l'importance de la prise en charge psychosociale dans le programme. Celles-ci ont à leur tour contribué à mobiliser la population dans les sensibilisations au niveau de la communauté ». ¹³

¹¹ Vidéo Lieu de Mémoire Kirinzi Cibitoke 2022.

¹² Rapport Semestriel THARS 2020, p.16.

¹³ Rapport THARS Q3 2019, p.20.

Pertinence des initiatives informelles de justice transitionnelle

La mise en place des initiatives communautaires démontre la soif que les communautés avaient d'amorcer des discussions portant sur le passé, en vue de rétablir les relations entre les différents groupes sociaux. Ainsi avec la fin du programme, les communautés ont mis en place différentes initiatives communautaires pour le traitement du passé. Ces initiatives ont été proposées et développées par les communautés elles-mêmes à la suite des différentes étapes du dialogue. Les initiatives sont diverses, selon les spécificités de la localité, ce qui démontre en soi la pertinence du programme : la construction physique de ponts entre des communautés auparavant divisées (un geste symbolique) ; réhabilitation de lieux de mémoire ; événements sportifs et initiatives culturelles ; construction communautaire d'une maison pour une veuve ; les associations d'éducation des jeunes ; et les associations féminines d'épargne parmi les différents groupes ethniques et politiques. Ces initiatives mises en place par les communautés contribuent énormément dans le processus de traitement du passé comme en témoigne cette citation :

« La raison pour laquelle nous avons créé notre association était d'avoir un lieu de rencontre de toutes les ethnies sans aucune discrimination, que ce ne soit pas une association pour les hutus ou pour les tutsis, mais que le groupement puisse réunir tout le monde. Lors de nos rencontres, nous parlons du passé douloureux. Parmi nous, il y en a ceux qui ont des blessures, liées au passé douloureux qu'ils ont vécu pendant la guerre. Même si ce n'est pas un membre de notre association, nous lui apportons notre aide à travers l'écoute. Nous l'aidons à parler pour exprimer ce qu'elle ressent au fond d'elle-même cet accompagnement l'aide petit à petit à se sentir mieux ». ¹⁴

Pertinence pour les autorités

Particulièrement au cours des dernières années du programme, la collaboration avec les autorités locales s'est considérablement accrue. Comme déjà noté, les autorités locales et provinciales ont reconnu l'importance des structures

« On apprécie beaucoup le rôle du programme dans la vie de la commune, on voit que les jeunes participent désormais aux travaux communautaires. Mais on voudrait que le programme puisse continuer pour qu'ils restent toujours motivés. De notre côté, on continuera à soutenir ces initiatives »

(Administrateur de la commune de Kanyosha lors de la séance de clôture du programme à Bujumbura, Février 2022)

de soutien psychosocial pour leurs communautés et pour elles-mêmes. Ces mêmes autorités ont participé en masse aux différents forums locaux organisés par le programme pour discuter des besoins des communautés et pour élaborer des politiques locales sur la meilleure façon de répondre aux recommandations communautaires élaborées à travers les dialogues. Comme déjà noté, des engagements importants ont été pris par les autorités, ainsi que des initiatives entreprises en conséquence, comme l'initiative du gouverneur de Bujumbura

de ramener les communautés déplacées dans leurs communautés d'origine. Au niveau national, les autorités ont également reconnu l'importance et l'impact du programme, y compris le CVR - ce dernier reconnaissant publiquement la complémentarité du programme avec son travail.

3.2. Evaluation finale : principaux résultats

L'évaluation finale du programme a été effectuée par un consultant externe. Le même consultant a effectué l'étude de base et l'évaluation mi-parcours. Au total, **864 personnes ont participé** à travers les différents outils de collecte des données : 684 pour les sondages, 168 à travers les focus groups, 12 à travers les entretiens. L'évaluation portait sur les quatre critères suivants : la qualité et la pertinence du programme ; l'efficacité du programme ; l'impact du programme ; et la durabilité du programme. Les principaux résultats sont présentés ci-dessous.

Reconnaissance du programme au niveau des communautés

Au niveau de la qualité et de la pertinence du programme, l'évaluation finale a révélé que le projet est plus connu dans les communautés cibles que dans les communautés non-cibles. Les communautés (94.2%) reconnaissent que **les activités du programme étaient appropriées aux besoins communautaires tout en répondant aux atteintes communautaires**. Elles reconnaissent les contributions des activités au rétablissement de la confiance entre les différents groupes sociaux et à la reconstruction du tissu social au niveau communautaire selon la majorité des répondants (96.1%).

Efficacité du programme - Niveau de réalisation de 98.6%

L'analyse de l'efficacité du programme a montré qu'en général, toutes les activités du programme ont été réalisées et les cibles des **activités ont été atteintes à hauteur de 98.6%** bien que des contraintes liées à des facteurs externes (Covid-19 et élections spécialement) et internes (programme à caractère sensible) n'ont pas manqué. Des décisions stratégiques

¹⁴ Vidéo Initiative Communautaire Mukike, 2022

basées sur des réunions de réflexion ont été privilégiées pour orienter la mise en œuvre du programme vers l'atteinte maximale de sa performance.

Ouverture des communautés vis-à-vis des expériences du passé

L'analyse du niveau d'atteinte des indicateurs du programme a montré des niveaux de confiance élevés (77.2%) surtout que les communautés indiquent que le programme a suscité un sentiment d'ouverture vis-à-vis des expériences du passé. Cette confiance s'améliore au fur et à mesure que le temps passe tel que rapporté par les communautés cibles (79.0% affirment que le niveau de confiance a augmenté au niveau des trois mois précédant l'enquête). Selon l'évaluation, **le programme a contribué à l'initiation des cadres communautaires favorables au processus de justice transitionnelle.**

Le programme a sensiblement contribué au **relèvement du niveau de connaissances des expériences du passé par les jeunes** : pendant l'étude de base, seuls 30% affirment disposer des connaissances des expériences du passé ; ce niveau est de 57% pendant l'évaluation finale. Bien que les jeunes affirment qu'ils ont pu améliorer les connaissances sur les expériences du passé, ils reconnaissent (89%) l'importance de poursuivre des processus de traitement du passé pour construire des communautés plus résilientes aux appels à la violence. Les populations indiquent que le projet se clôture à la période où les communautés commençaient à sentir la saveur et les effets positifs du programme : 35% de la population interrogée affirment avoir entrepris/ou participé dans des initiatives communautaires favorables au traitement et 95% des personnes indiquent que les initiatives ont produit des impacts positifs au niveau communautaire.

Impact - Changements observables dans les communautés

L'évaluation de l'impact et de la durabilité du programme a montré que ce projet a boosté des changements durables en matière d'attitudes, comportements et d'opinions. Les communautés reconnaissent que le programme dispose des pistes porteuses de changements communautaires observables. Ces changements incluent des **mariages interethniques** et la **promotion du rôle et du leadership chez la femme**. En plus, les communautés admettent l'existence des espaces de dialogue sur les processus de justice transitionnelle (74%).

Pendant la mise en œuvre du programme, d'énormes résultats inattendus positifs sont perceptibles selon l'évaluation finale ; les populations cibles de l'évaluation croient que ces résultats constituent des bases sûres de la pérennité de certaines réalisations du programme. En effet, la constitution des groupements d'épargne et de crédits entre les bénéficiaires du projet est un pilier incontournable à la constitution d'un socle indéniable à la cohésion sociale au niveau communautaire. Avec l'introduction des initiatives communautaires de soutien, de réhabilitation qui entretiennent la réconciliation communautaires associée à la mise en place des groupes associatifs de solidarité, d'épargne et de crédits, des facteurs matérialisant la durabilité des acquis du projet sur le long terme sont évidents.

Durabilité

L'analyse de la pérennité des acquis du projet montre que le niveau de la durabilité dépend étroitement de la nature des interventions mises en œuvre. Les communautés reconnaissent que la confiance, l'ouverture, les efforts entrepris visant la recherche de la vérité et la réconciliation, les processus du pardon déjà construits au niveau du projet **nécessitent d'être soutenus dans les meilleurs délais.**

Quant à l'appropriation communautaire, **les administratifs précisent que l'approche d'intervention privilégiée au niveau du programme avait un caractère innovatif surtout avec l'introduction des approches favorables à la réconciliation communautaire.** Les services d'écoute mis en place au niveau communautaire à travers les Assistants Psychosociaux ont fortement contribué au rétablissement de la confiance, de l'ouverture d'esprit des communautés pour parler du passé, aux processus de pardon et de réconciliation.

4. Impact et efficacité du programme

4.1. Objectif général

Niveau de confiance et cohésion sociale

Objectif général : Contribuer à la reconstruction du tissu social et aux processus inclusifs de traitement du passé douloureux au Burundi en vue de la restauration et du renforcement de la cohésion sociale				
Indicateurs	Valeurs cibles	Etude de base	Valeurs mi-parcours	Evaluation finale
(1) % des bénéficiaires du programme qui rapportent une augmentation du niveau de confiance dans les relations communautaires là où ils habitent (désagregés).	20% des 100.000 bénéficiaires du programme	78.9%	58,49%	80.6%
Zone de contrôle		84.3%	44,4%	76.4%

Les données quantitatives et qualitatives recueillies pour le premier indicateur démontrent la contribution du programme à la reconstruction du tissu social et à des processus plus inclusifs de traitement du passé, et donc à l'objectif général du programme. Les communautés reconnaissent que le niveau de confiance augmente au fur et à mesure surtout que la période d'évaluation constitue une période calme sans événements politiques importants (élections par exemple). Dans le rapport mi-parcours, le consultant a expliqué l'anomalie des chiffres (diminution de confiance) par la réticence de la population à dire la vérité sur ce qu'elle pense du passé, la sensibilité du contexte de l'étude de base et la nouveauté de l'aspect justice transitionnelle. Il a précisé que ces facteurs ont été la source des données relativement élevées de l'étude de base. **Les témoignages et les résultats qualitatifs font ressortir preuves de l'amélioration du niveau de confiance au niveau communautaire** grâce au programme.

Les **principales actions du programme qui ont permis d'atteindre l'objectif général** sont : (i) le soutien psychosocial apporté par les assistants psychosociaux (APS) et les services (individuels et collectifs) d'accompagnement psychosocial donnés par les psychologues, comme les sessions de guérison des mémoires et la création des groupes d'auto-assistance ; (ii) les sensibilisations menées avec pour objectif de lutter contre la manipulation politico-identitaire, particulièrement à l'endroit des jeunes ; (iii) les dialogues communautaires et intergénérationnels, dans lesquels toutes les couches de la communauté ont pu participer ; (iv) les séances d'échange avec les administratifs et les corps en uniforme organisés dans le but de répondre à l'aspect de la redevabilité vis-à-vis de l'administration ; ces séances organisées ont aussi permis au programme d'être connu et apprécié à tous les niveaux, ce qui a donné des stratégies de pérennisation solide incluant l'administration ; et (v) les renforcements de capacité auprès des OSC qui ont créé des réseaux d'acteurs de la société civile intervenant sur des thématiques proches de la JT : ainsi, le nombre d'organisation qui travaille sur les thématiques connexes à la JT a augmenté passant de 3 organisations partenaires à 21 organisations dans nos trois zones d'intervention.

« Quand nous avons commencé les formations, les gens changeaient directement d'expression du visage, ils se renfermaient sur eux-mêmes ne voulant pas parler. Maintenant, il y a une nette amélioration car ils parviennent à dialoguer, à se raconter des histoires ce qui prouve le rétablissement des liens sociaux »

(Chef de colline de Kaguhu, Muyinga, Séance de partage)

Dans la réalisation de ces actions, qui ont permis d'atteindre l'objectif général du programme, le programme a rencontré des **difficultés** telles que :

- Le contexte socio-politique qui était instable et très contrôlé au niveau des organisations et au niveau communautaire. A un moment, les autorités administratives recommandaient de limiter, au maximum possible, les formations, les enquêtes et les études menées au niveau communautaire, afin d'orienter les fonds dans les activités de développement.
- La sous-estimation des jeunes membres des structures communautaires au début du programme comme quoi ils n'ont pas suffisamment de connaissances sur les événements du passé, donc ils ne peuvent pas mener les sensibilisations.
- La confusion entre les activités du programme et le travail de la CVR qui s'observe au sein des communautés. Ce défi a été retrouvé même au niveau du ministère, ce qui a amené IW à organiser à la fin du programme, une séance de partage des réalisations auprès des Ministères tutelles.
- Les nouveaux chefs de colline et des administrateurs élus qui ne connaissent pas les avancées du programme. Les nombreuses descentes auprès de ces nouveaux dirigeants élus ont été effectuées au début de leur mandat.

coïncidant avec les activités du programme. Certains chefs collinaires qui ne figuraient pas sur la liste électorale ont, à un moment, freiné l'organisation des réunions ou empêché les APS à faire des sensibilisations.

Le programme a mis en œuvre des stratégies pour contourner ces obstacles grâce à la **programmation adaptative**. Il s'agit notamment des réunions de planification trimestrielle et les réunions de coordination provinciale qui ont été organisées par le staff du programme, en vue de revoir la planification des activités. Cette programmation adaptative a pu réussir grâce à la bonne collaboration qui existait entre le staff du programme, laquelle a permis de gagner la confiance de la communauté. Désormais, les gens peuvent s'asseoir ensemble et dialoguer sur le passé toute ethnie confondue. Les personnes qui ne pouvaient pas parler avec leurs voisins de l'ethnie opposée se parlent, et il y en a ceux qui se demandent pardon.

Histoire de changement : Nathan Tugabe, Mugina, Cibitoke



La colline de Kirinzi en province de Cibitoke, était une colline majoritairement Tutsi, où il y avait une position militaire. Les collines voisines Rugendo et Mwarangabo étaient occupées par les Hutu, accusés d'héberger des membres des groupes armés. Les Hutu vivant sur les collines de Mwarangabo et Rugendo ne pouvaient pas passer à Kirinzi par peur d'être tués et vice versa. A cette période de la crise, les Batwa étaient assimilés aux Hutu, ce qui fait que, pendant la crise mais aussi après, ces derniers ne pouvaient pas se rendre dans la localité de Kirinzi.

Nathan avait perdu beaucoup des membres de sa famille ; ses frères et sœurs tués sur cette colline. Depuis sa participation dans les

activités du programme Akariho karavugwa, il a été changé par les enseignements reçus au sein du programme. Après les dialogues, une association s'est formée réunissant toutes les ethnies confondues.

« Je suis fier aujourd'hui parce qu'il y a une association qui nous unit tous sur la colline de Kirinzi : les Hutu, les Tutsi, et les Batwa. Nous partageons tous un même engagement, de nous réconcilier malgré ce qui s'est passée pendant la crise. Ma contribution dans ce processus de rétablissement de bonnes relations entre les collines est que je sensibilise ma communauté en promouvant l'entente et la bonne cohabitation entre les habitants de Kirinzi et Mwarangabo »

Accès aux processus de justice transitionnelle

Objectif général : Contribuer à la reconstruction du tissu social et aux processus inclusifs de traitement du passé douloureux au Burundi en vue de la restauration et du renforcement de la cohésion sociale				
Indicateurs	Valeurs cibles	Etude de base	Valeurs mi-parcours	Evaluation finale
(2) % des bénéficiaires du programme indiquent qu'ils ont accès aux processus inclusifs de JT dans lesquels ils ont confiance.	20% des 100.000 bénéficiaires du programme	39.8%	28,9%	54.1%
Zone de contrôle		33%	16,7%	49.6%

Tout comme pour le premier indicateur, les données relatives au deuxième indicateur démontrent une augmentation du pourcentage des bénéficiaires qui indiquent qu'ils ont accès aux processus inclusifs de JT dans lesquels ils ont confiance : **54%**.

Comme le montre notre analyse dans la partie 2.2 du présent rapport, le fait que la population locale manque de connaissances et d'informations suffisantes sur la JT est un facteur clé qui freine leur participation approprié et efficace aux processus de traitement du passé. Les communautés reçoivent les informations relatives au processus de JT à travers les médias ou grâce à quelques initiatives des organisations locales menées dans les communautés – qui malheureusement sont peu nombreuses – pour informer sur les processus nationaux en cours. Mais les membres des communautés ont admis pour la plupart entendre pour la première fois ces notions de JT dans leur communauté, et même ceux qui ont participé dans les travaux de la CVR ne comprennent pas comment gérer les informations qu'ils ont reçu. Même les OSC qui prétendent avoir de l'expertise dans ce domaine ont avoué qu'ils désirent avoir des formations sur le processus de JT et son application dans le contexte burundais.

La compréhension étant une des conditions préalables à l'accès au processus de JT, on comprend le pourcentage des répondants sur cet aspect, qui **était faible lors de l'étude de base**. L'évaluation mi-parcours souligne que c'est depuis le commencement des activités du projet que les communautés ont commencé à s'imprégner des processus ; les données collectées montrent que les sessions de dialogue organisées au niveau des communautés d'intervention du projet constituent des rares cadres ou processus inclusifs de JT¹⁵. Depuis l'évaluation mi-parcours, les communautés ont réclamé que le programme méritait d'être étendu à grande échelle – **même dans les collines non ciblées par le programme**. Ainsi, on comprend la raison pour laquelle le pourcentage de 33% des zones de contrôle dépasse même l'indicateur qui était prévu comme valeur cible des bénéficiaires cibles du programme – les zones de contrôle ayant également pu bénéficier indirectement des actions du programme.

En parlant, d'accès au processus inclusif, les OSC ont montré que cet accès est rendu encore plus difficile pour certaines catégories que pour d'autres. Les OSC formées regroupant différentes catégories à savoir les jeunes, veuves, femmes, les minorités, les personnes vivant avec un handicap ont été satisfaits d'avoir participé dans cette formation. Ils sentent le besoin d'être inclus dans le processus de traitement du passé, car ils sont souvent écartés, les représentants de ces OSC ne détiennent souvent pas de connaissance nécessaire pour inclure efficacement leurs communautés. Ces OSC affirment que la participation des groupes comme les Batwa va progressivement leur permettre d'atteindre les objectifs du programme¹⁶.



Dans la réalisation des actions qui ont permis d'atteindre l'objectif général du programme, plusieurs **résultats inattendus** ont été remarqués :

- Les chefs de colline sont habitués au travail des APS et sont très favorable à leur transférer des cas de traumatismes. Ils avouent que cette structure du programme allège le travail de résolution des conflits au niveau communautaire.
- Beaucoup de victimes des autres communes comme celles de Nyabiraba dans la province de Bujumbura, et même des autres collines non concernées par le programme, viennent se confier aux psychologues en parcourant de longues distances.
- Ceux qui ont participé aux sessions de guérison des mémoires accompagnent les autres victimes jusqu'aux APS pour obtenir une assistance psychologique.

Malgré l'impact du programme au-delà des zones d'intervention comme expliqué ci-haut, les zones de contrôle révèlent que les personnes qui accèdent aux processus inclusifs de JT dans lesquels ils ont confiance restent encore en dessous de la moitié (49.6%). Ceci s'explique par tous les facteurs indiqués plus-haut, mais aussi la reconnaissance que malgré les impacts inattendus qui ont pu faire étendre le programme dans zones non concernées par le programme, l'accès au processus formels de JT est toujours faible.

Ainsi, le niveau de confiance est établi, mais les évaluations relèvent que les communautés recommandent une **collaboration avec la CVR et la CNIDH** pour que ces institutions établissent des mécanismes de protection des sources de vérité sur les expériences vécues, ainsi que sur la valorisation des lieux marquant l'histoire douloureuse que le pays a connu. Ceci montre un défi très pertinent qui influence le niveau de confiance dans l'accès au processus formels de JT, mais qui ne relève pas malheureusement des compétences des intervenants du programme. Des plaidoyers ont été faits à différents niveaux pour la mise en application de la loi sur la protection des victimes. Cette recommandation a directement été adressée à la CVR lors des forums provinciaux où les membres de la Commission avaient participé. Un briefing note contenant des recommandations adressées à la CVR a aussi été élaboré, dans but de faire connaître les besoins des communautés recueillis du programme.

¹⁵ J Ndagijimana, Rapport de l'évaluation mi-parcours, Novembre 2020, p.40.

¹⁶ Rapport de la formation des OSC, juin 2020, p.6.

4.2. Objectifs spécifiques

Objectif spécifique 1

OS1 : Encourager l'acceptation des récits multiples du passé et des mémoires collectives et inclusives				
Indicateurs	Valeurs cibles	Etude de base	Valeurs mi-parcours	Evaluation finale
% des femmes, des hommes et des jeunes dans les 60 communautés ciblées, affichent une meilleure compréhension des expériences des autres groupes sur la violence du passé.	25%	59.3%	47.4%	57.3%
Zone de contrôle		91.7%	25%	54.3%
% des jeunes ciblés indiquent qu'ils comprennent mieux l'histoire de leur communauté et l'importance de traiter le passé violent.	50%	90.3%	78.9%	N/A ¹⁷
Zone de contrôle		84.2%	38.1%	N/A
% des jeunes ciblés indiquent qu'ils comprennent mieux l'histoire de leur communauté	50%		N/A	62.8%
% des jeunes ciblés indiquent qu'ils comprennent l'importance de traiter le passé violent.	50%		N/A	89.5%

Les données quantitatives de l'évaluation finale montrent que les valeurs cibles ont été atteintes pour les indicateurs relatifs à l'objectif spécifique 1 (le deuxième indicateur a été scindé en deux pour l'évaluation finale). Même si les statistiques de l'évaluation par rapport au premier indicateur semblent n'avoir pas bougé comparativement aux données de l'étude de base, les autres données quantitatives de l'évaluation, ainsi que les informations qualitatives (de l'évaluation finale et du suivi interne) démontrent une **augmentation de la compréhension des communautés des expériences des autres groupes ainsi qu'une augmentation de la compréhension du passé au sein des jeunes**. Les récits des histoires de changement en particulier constituent des bases tangibles attestant l'augmentation de la compréhension des expériences des groupes diversifiés sur la violence du passé.

Pour les jeunes, les évaluations relèvent des **leçons apprises** pour notre programmation. Les jeunes indiquent que l'histoire de leur communauté est connue sous diverses versions. Ils reconnaissent que les sessions intergénérationnelles ont sensiblement amélioré la connaissance de l'histoire de leurs communautés. Pour le programme, ceci signifie que des récits multiples du passé ont été relevés. Toutefois, pour certains jeunes, ceci ne les permettant pas d'avoir des sources sûres de la vraie version. Cette constatation est importante, car elle démontre la nécessité pour les programmes d'investir plus de temps et d'énergie à travailler avec les jeunes sur la façon de comprendre les récits multiples et, surtout, d'améliorer leur compréhension du fait que la vérité est multiforme et qu'il n'existe pas une seule version de la vérité.

Trois stratégies ont pu permettre d'atteindre l'objectif spécifique 1, à savoir : (i) l'écoute et la prise en charge psychosociale ; (ii) les sensibilisations et la mobilisation des communautés ; et (iii) les initiatives de mémoire communautaire. Toutes ces stratégies ont pu être appliquées à travers des activités menées par les organisations partenaires, chacune avec son expertise : THARS ayant l'expertise dans la prise en charge psychosociale ; MIPAREC dans l'accompagnement des processus de traitement du passé violent ; DUSHIREHAMWE disposant d'une solide assise communautaire des femmes leaders formées en genre et transformation des conflits. Les partenaires ont travaillé avec des structures communautaires clés dans la réalisation des actions du programme : **120 Artisans de paix / ADP** (50% femmes) ; **120 Assistants Psychosociaux / APS** (50% femmes) ; **300 Noyaux de base communautaires** (100% femmes adultes). Les structures étaient amenées à travailler ensemble pour mener 180 dialogues communautaires et les dialogues intergénérationnels.

Les dialogues communautaires offrant des espaces où les communautés peuvent s'ouvrir pour parler du passé, les participants à ces dialogues admettaient qu'elles entendaient pour la première fois le niveau de souffrance des membres de l'ethnie opposée ont vécu. Quant aux jeunes, ils ont aussi entendu parler pour la première fois des « **Inkingi z'ubuntu** » (**role models**) qui ont choisi de sauver des individus de l'ethnie opposée pendant la guerre. Les victimes ayant participé dans les sessions de guérison de mémoire y ont rencontré d'autres personnes ayant été plus affectées par les différentes crises. De part ces cadres de rencontre, les indicateurs de vérification ont été dépassés, avec un écart dans les zones de contrôle (non concernées par le programme).

¹⁷ L'indicateur a été scindé en deux pour l'évaluation finale tandis que dans les autres évaluations un seul indicateur a été utilisé.

En effet, au moment de l'étude de base, les zones de contrôle montrent que 91.7% des femmes, des hommes et des jeunes affichent une compréhension des expériences des autres groupes sur la violence du passé. Ceci est justifié par le fait que les communautés prennent la transmission de la mémoire qu'on retrouve dans leurs communautés comme étant leur propre histoire. Tandis que dans les communautés où il y a eu des sensibilisations et des dialogues communautaires, les gens ont compris qu'il existe des récits multiples du passé, et qu'ils ignoraient finalement les réalités des expériences des autres groupes. Autrement dit, ceci montre que dans **les actions du programme ont un grand impact là où le programme intervient**, en comparaison avec les communautés non concernées. Comme nous avons vu que les autres collines non-cibles ont pu avoir des échos ou recevoir quelques sensibilisations de la part des OSC formées, les communautés vivant sur ces collines ont finalement compris à leur tour qu'ils ne connaissent pas les expériences des autres groupes car les pourcentages sont presque les mêmes avec zones cibles. D'où les recommandations d'étendre le programme et d'avoir plus de dialogues communautaires pour atteindre cet objectif.

Histoire de changement : Marie Niyonzima et Jean Marie Ndikumana, Colline Tenga, Commune Mutimbuzi, Bujumbura Rural



Jean Marie nous raconte les différents conflits qui régnaient au sein de sa communauté, surtout des conflits entre les membres des différents partis politiques. Les jeunes APS et les ADP ayant participé au programme se sont mis ensemble et ont voulu organiser un dialogue entre les jeunes des différents partis politiques. Cette initiative a agréablement surpris les autorités locales qui ont apprécié le fait qu'un cadre pareil soit créé par la jeunesse, leur permettant d'échanger ouvertement sur leurs préoccupations communes afin de trouver des solutions adaptées à leurs problèmes.

Marie Niyonzima souligne que cette initiative entreprise par les jeunes de Mutimbuzi constitue un moyen de mettre fin aux tensions et l'intolérance qui existaient entre les jeunes et les personnes adultes issus des différents partis politiques. Selon elle, le programme a changé la communauté :

« Aujourd'hui, les communautés parviennent à s'asseoir ensemble et à dialoguer. Maintenant, je peux dire à un membre du CNL qu'il m'a fait du mal et que je choisis de lui pardonner et vice versa »



Ces initiatives entreprises par les jeunes témoignent de leur volonté de comprendre davantage l'histoire de leur communauté et l'importance de traiter le passé car ils prennent des engagements palpables pour assurer une bonne cohabitation.

Objectif spécifique 2

OS2 : Promouvoir des processus inclusifs de justice transitionnelle aux niveaux local et national				
Indicateurs	Valeurs cibles	Etude de base	Valeurs mi-parcours	Evaluation finale
% des femmes, des hommes et des jeunes dans les 60 communautés ciblées ont participé à un processus local ou national de JT.	25%	37.1%	23.2%	35.2%
Zone de contrôle		27.5%	16.7%	26.8%
% des femmes, des hommes et des jeunes engagés dans la mise en place d'initiatives de mémoire communautaire croient que les initiatives ont eu un impact positif sur la gestion du passé violent.	70%	94.9%	92.1%	95.0%
Zone de contrôle		92.9%	83.3%	91.2%

Comme pour les autres objectifs, les données quantitatives et qualitatives ensemble montrent l'impact du programme. Les cas d'illustrations qualitatives convergent sur **l'impact positif des initiatives entreprises sur la gestion du passé violent**. La valeur cible a été atteinte pour le premier indicateur, mais comme pour l'étude de base, le niveau de participation au processus local de justice transitionnelle reste encore faible ; d'où la nécessité de promouvoir davantage des cadres locaux favorables à la JT. Les pourcentages montrent l'incompréhension que manifeste les communautés à propos de l'importance de leur participation dans ces processus, ainsi que du manque de sensibilisation sur les thématiques de JT. Ainsi, les données sont encore plus basses dans les zones de contrôle car ces derniers sont moins exposés au processus informel de JT.

L'impact du programme a pu être réalisé avec la participation des communautés dans les activités de sensibilisation, de dialogues communautaires et d'autres séries de formations auprès des autorités locales. De plus, l'évaluation finale a montré que 96.7% des personnes interrogées sont d'accord que les activités du projet ont fortement contribué au renforcement des processus de traitement du passé violent au niveau communautaire. Ainsi, les stratégies du programme ont pu permettre de **promouvoir des processus inclusifs de JT**. Les données par rapport à cet indicateur témoignent l'apport des initiatives communautaires sur la promotion de la réconciliation et de la cohésion sociale.

Concernant le deuxième indicateur, les données de l'évaluation finale montrent que 95% des femmes, des hommes et des jeunes engagés dans la mise en place d'initiatives de mémoire communautaire croient que **les initiatives ont eu un impact positif sur la gestion du passé violent**. Ces données, ainsi que la diversité des initiatives communautaires, prouvent à quel point les activités du programme ont contribué à promouvoir un processus inclusif au niveau local. Les populations interrogées dans l'évaluation finale indiquent que le programme se clôture au moment où les communautés commençaient à comprendre l'importance du programme. Les communautés demandent que ce genre d'activités soient intensifiées pour rentabiliser les impacts des programmes.

Les données restent aussi élevées dans les **zones de contrôle** car les initiatives communautaires n'ont pas touché les zones d'intervention seulement. Parfois les membres des communautés cibles voulaient rencontrer les personnes qui ont fui leurs collines d'origine pour se réfugier vers d'autres collines. C'est par exemple le cas de la colline de Mwico en commune de Kanyosha dans la province de Bujumbura, qui a mis en place plus de 2 initiatives communautaires, ayant eu un impact sur d'autres collines :

- Initiative communautaire pour les Batwa. Les communautés se sont organisées pour faire une initiative communautaire en faveur des Batwa. L'initiative a conduit à la participation d'un grand nombre des Batwa dans les sessions de sensibilisation sur le trauma. Ils ont été surpris, et apprécié ce geste de solidarité posé à leur égard.
- Personnes déplacées. Une initiative a été mise en place pour des déplacés qui vivaient au départ sur la colline de Mwico et qui se sont installés dans un site de déplacés dans la commune de Mugongomanga. C'est après avoir suivi des séances de psychothérapie que ces communautés ont voulu organiser des dialogues pour favoriser une meilleure communication, tout en préparant leur retour dans leurs terres.

Les actions du programme correspondant à la stratégie 1, 2 et 3 ont permis d'atteindre l'objectif spécifique au niveau local tandis que les actions de la stratégie 4 ont permis d'atteindre l'objectif au niveau national. En effet, les initiatives communautaires qui ont été proposées par les OSC ont pu être utilisées au niveau national : la pièce de théâtre interactif proposée par les OSC de Bujumbura ; la bande dessinée de Cibitoke (qui est actuellement en train d'être utilisée dans d'autres programmes d'Impunity Watch). De plus, les forums provinciaux organisés dans le cadre du programme étaient une occasion de réunir différents acteurs, ayant un pouvoir de décision dans les zones d'intervention du programme. Ces initiatives communautaires constituent des stratégies de durabilité du programme. A travers ces initiatives, il y a eu aussi la création des lieux de mémoire qui préservent de l'oubli et constituent un des éléments du travail de la mémoire. Les lieux de la mémoire constituent une des formes de la mémorialisation et traversent les temps.

Etude de cas : Initiative de mémoire à Mukike



La colline de Rukina, située dans la commune de Mukike, est un lieu de mémoire qui invoque des massacres massifs commis en 1995. Les témoignages rapportent que ce sont les Hutu qui ont tué les Tutsi ; ils ont attaqué à l'aube et tous les ménages environnants ont perdu beaucoup de membres de leurs familles.

Depuis que les dialogues communautaires ont été initiés dans le cadre du programme, les habitants de cette localité, toute ethnie confondue, ont décidé d'aller faire des travaux d'entretien du cimetière où sont enterrées les personnes tuées durant ce massacre. Cette initiative symbolise le chemin vers la réconciliation, car réunissant les habitants autrefois divisés à cause de ces tueries. Elle aidera aussi les plus jeunes générations de toujours lutter contre la division ethnique.

Des recherches menées par Impunity Watch indiquent que ce type d'initiatives reste minoritaire à l'échelle du pays. Pourtant ces lieux constituent un souvenir pour se remémorer du passé. Avant le programme, les personnes témoignent que ce lieu n'était plus reconnaissable, il était couvert par des hautes herbes qui cachaient les tombes. Cette initiative est la preuve même que les actions du programme ont réellement contribué à promouvoir des processus inclusifs de JT.

Objectif spécifique 3

OS3 : Assurer la participation effective et systématique des communautés et de la société civile dans les institutions et cadres nationaux et internationaux qui agissent pour la non-répétition des violences.
Indicateurs
Les principaux bailleurs de fonds et décideurs politiques internationaux se réfèrent publiquement au contenu des recommandations politiques, des analyses et / ou des résultats de recherche à au moins trois reprises par an.
Une politique publique est modifiée et / ou créée dans le respect des intérêts des citoyens et du respect de leurs droits à la vérité, à la justice, aux réparations et / ou aux garanties de non-répétition.

Les stratégies 4 (renforcement des OSC) et 5 (recherche et plaidoyer) du programme ont été mises en œuvre pour contribuer à l'atteinte de l'OS3 et pour **l'intégration plus systématique des voix des citoyens et des OSC dans les discussions politiques** nationales et internationales de JT.

Ces activités ont été en grande partie réalisées durant la deuxième et troisième phase du programme. Par exemple : (i) des briefing notes et des recherches contenant des recommandations adressées à la CVR ont été élaborés dans le but de faire connaître les besoins des communautés recueillis dans le cadre du programme ; (ii) des forums provinciaux, qui ont été des occasions d'adresser les besoins des communautés aux décideurs provinciaux et nationaux ; (iii) des consultations et réunions avec des bailleurs ; et (iv) la facilitation de stratégies de plaidoyer par les OSC. Ce sont des activités qui nécessitaient de mener un travail en amont au sein de la communauté.

En ce qui concerne les indicateurs, l'ensemble des activités menées durant le programme a assuré la participation effective des communautés à travers toutes les recommandations et informations partagées et discutées avec les acteurs nationaux et internationaux. A travers nos actions, **les autorités locales ont pris des engagements**, comme par exemple : (a) l'enregistrement des enfants nés du viol durant les différentes crises dans la province de Bujumbura ; (b) l'implication des OSC et les organisations partenaires dans l'élaboration des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC) ; (c) l'établissement des initiatives provinciales pour la réintégration des personnes déplacées dans leurs communautés d'origine à travers, d'abord, des discussions intercommunautaires ; (d) la mise à disposition de terrains pour la construction de diverses initiatives communautaires. Même si on n'a pas pu avoir une politique publique qui a été modifiée et / ou créée au niveau national, ces engagements montrent l'impact du programme.

Auprès des bailleurs et décideurs politiques internationaux, le programme a fourni des analyses et des recommandations à travers diverses actions. Comme confirmation de l'importance de cette stratégie et de l'impact du programme, des éléments du programme ont été **utilisés publiquement et informellement par des décideurs internationaux**¹⁸.

Etude de cas : Centre d'écoute et de dialogue - Initiative des APS de la commune de Mutimbuzi

THARS avait depuis le début du programme, une approche de distribution des frais de déplacement des APS de façon trimestrielle car ces derniers se retrouvaient dans toutes les activités du programme. Les APS de la province de Bujumbura se sont rassemblés et ont mis ensemble leurs moyens financiers pour acheter 5 cochons. Progressivement, ces derniers ont directement eu une grande production et les APS ont pu avoir plus d'argent leur permettant de faire des déplacements vers la tenue des activités sans être parfois obligés de puiser dans leurs propres moyens.

Vers la fin du programme, ce même groupe a proposé de rester disponible pour continuer à accompagner les communautés avec le coaching de THARS après la fin du programme. Ils ont eux-mêmes pris l'initiative de demander une place à l'Administrateur dans la commune de Kanyosha, mais ils l'ont obtenu de la part du Gouverneur dans la commune de Mutimbuzi. Il leur a été accordé un terrain où ils pourront faire des jeux instructifs mais aussi des dialogues communautaires et surtout une prise en charge psychosociale.

Cette décision prise par le Gouverneur de soutenir cette initiative des jeunes ADP montre que réellement le programme a assuré la participation effective et systématique des communautés et de la société civile dans les institutions et cadres nationaux qui agissent pour la non-répétition des violences.

¹⁸ Voir par exemple : la Commission de consolidation de la paix de l'ONU (<https://bit.ly/3rEmhY1>).

4.3. Résultat 1

Résultat 1 : Les services de soutien psychosocial apportent une réponse efficace pour aider les femmes, les hommes et les jeunes à faire face aux mémoires de violence non-traités de violence et à reconnaître les dommages subis par les victimes		
Indicateurs	Valeurs cibles	Niveau de Réalisation
(1) 75% des personnes référées par les assistants psychosociaux communautaires aux salons thérapeutiques reçoivent un soutien psychosocial.	75%	100%
(2) 50% des personnes ayant bénéficié d'un soutien psychosocial proclament une réduction de leurs symptômes.	50%	N/A

Durant la mise en œuvre du programme, **3,214 personnes – 1,705 femmes et 1,510 hommes – ont été pris en charge par les psychologues et les APS**. La cible étant 1,584, l'objectif a été atteint plus du double.

En termes d'indicateurs, le premier a été atteint puisque l'ensemble des plus de 300 personnes référées aux psychologues par l'APS ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial. Le nombre de personnes finalement reçues par les psychologues a été beaucoup plus faible que prévu. L'explication provient de l'évaluation finale qui explique que le référencement des cas était moins élevé car les APS sont outillées pour prendre en charge les cas dans les communautés et donc **l'efficacité de la prise en charge psychosociale de la part des APS** mène à moins de cas accueillis par les psychologues.



En ce qui concerne le deuxième indicateur, une faiblesse et une leçon apprise ont été identifiées. La confidentialité des formats de suivi et d'évaluation utilisés par THARS signifie que les informations permettant d'évaluer le niveau de satisfaction des services sur la base des données quantitatives n'étaient pas disponibles pour le consultant externe, ni en interne pour être utilisées dans le rapport. Néanmoins, plusieurs histoires de changement ont été relevées dans les différents rapports qui montrent que les services de soutien psychosocial ont apporté une réponse efficace pour aider les communautés dans les processus de traitement du passé. Les services d'écoute mis en place au niveau communautaire à travers les APS en particulier ont fortement contribué au rétablissement de la confiance, de l'ouverture des communautés et aux processus de guérison.

Durant le programme, plusieurs actions ont été menées pour contribuer à l'atteinte du Résultat 1. Des formations continues pour les 120 APS du programme et les psychologues sur les différentes techniques de prise en charge ont été organisées durant tout le programme. Des sensibilisations ont été faites parmi 35,001 personnes dans les zones d'intervention, qui ont vu la participation de 17,876 femmes et 17,125 hommes. Ces sensibilisations furent une plateforme d'information sur le travail des APS et psychologues. En plus, des sessions de théâtres ont été utilisées avec objectif de sensibiliser les communautés sur le rôle de la mémoire dans la reconstruction sociale. L'impact de cette stratégie et les liens avec la transmission constructive des mémoires est visualisé dans la vidéo, [« Parler du passé pour le dépasser »](#).

Plusieurs **techniques de prise en charge psychosociale ont été utilisées**, à caractère individuel mais aussi en groupes. Les personnes accompagnées ont été identifiées lors des sensibilisations, ou au moment des dialogues communautaires et intergénérationnelle, après avoir manifesté des émotions ou celles qui allaient directement se confier aux APS après les séances de sensibilisation sur les traumatismes et les effets du trauma. Seuls les cas qui avaient des traumatismes persistants étaient transférés au niveau des salons thérapeutiques (trois salons thérapeutiques ont été organisés à raison d'un salon thérapeutique avec un psychologue par province). THARS était responsable de l'intégralité de cette stratégie. Leur expertise consiste à adapter des techniques psychosociales développées dans d'autres contextes au contexte local au Burundi.

Histoire de changement : Du traumatisme à la guérison des mémoires, Cibitoke

Madame BUDESIANA une veuve de 54 ans habitant à la colline Mushanga en commune Murwi est devenue veuve à cause de la crise qui a laissé des traces dans la commune. Elle a perdu son époux, ses 4 enfants et d'autres membres de sa famille pendant la guerre de 1998 qui a causé beaucoup des dégâts dans plusieurs ménages de la commune. Actuellement, Madame BUDESIANA a un problème de santé physique à cause des coups et violences physiques subit à cette époque. Même ses orteils étaient touchés. Elle est devenue handicapée car les malfaiteurs l'ont mutilé. Elle avait des symptômes du trauma. La victime a participé dans la séance de guérison de mémoire. Après la session elle était capable de témoigner et même de pardonner les personnes qui lui ont fait du mal et ceux qui ont tué les membres de sa famille. Le fait qu'elle a été capable de témoigner sur son passé douloureux montre qu'elle a commencé à surmonter ses problèmes. Cependant, elle vit dans une situation de pauvreté car elle est incapable de cultiver ses terres à cause de son handicap physique même si les symptômes du traumatisme ont disparu.

4.4. Résultat 2

Résultat 2 : Les communautés comprennent l'importance de traiter les violences et les souffrances du passé de manière constructives pour favoriser une mémorisation inclusive, et deviennent résilientes face à la manipulation politico-identitaire, plus particulièrement les jeunes.			
Indicateurs	Valeurs cibles	Réalisé	Niveau de Réalisation
(1) 50% des bénéficiaires cibles ont participé à des séances de sensibilisation et rapportent qu'ils comprennent l'importance de discuter du passé et de la mémorisation inclusive.	50,000	46,559	93.1%
(2) 50% des jeunes bénéficiaires ciblés ont participé à une séance de théâtre interactif et indiquent qu'ils ont amélioré leurs connaissances sur l'importance de faire face au passé et comprennent la manipulation fondée sur l'identité.	78	79	101.3%
(3) 50% des bénéficiaires cibles ont suivi des émissions de radio diffusant des messages sur l'importance de la mémorisation inclusive	50,000	N/A	N/A

Le niveau de réalisation, combiné aux données de l'évaluation finale (par exemple, que 89,5 % des jeunes affirment qu'il est important de traiter le passé violent), est tel que nous pouvons conclure avec confiance que **le Résultat 2 est atteint**. Alors qu'une étude d'audience n'a pas été faite pour découvrir le pourcentage des ayants suivi des émissions, les données qualitatives correspondant à chacun des indicateurs démontrent qu'au sein des communautés d'intervention, il y a un niveau de compréhension beaucoup plus élevé de l'importance de traiter avec le passé. Cela a également conduit à la réalisation des différents objectifs du projet, comme déjà décrit.

Pour atteindre le Résultat 2, il a fallu conduire **les activités suivantes** : (i) les renforcements des capacités des structures communautaires sur la JT et la mémoire par Impunity Watch auxquelles 2,016 personnes ont participé (56% femmes) ; (ii) la prise en charge psychosociale par THARS ; (iii) des sessions communautaires sur la communication non-violente et la résolution pacifique des conflits par MIPAREC ; (iv) des sessions communautaires sur le genre et les droits humains par DUSHIREHAMWE ; (v) la mobilisation et le renforcement des capacités des communautés par les structures communautaires à travers les séances de sensibilisation ; (vi) les sensibilisations par le biais des médias grâce à une stratégie qui a été élaborée au courant de la 3ème phase impliquant les partenaires et deux radios : Isanganiro et Ijwi ry'umukenyenzi. Isanganiro a pu assurer la production et la diffusion des émissions, tandis que la radio Ijwi ry'umukenyenzi assurait la coordination des clubs radio de nos zones d'intervention. Ces clubs radios se réunissaient le jour de la rediffusion et devaient recueillir les vox pop qui montrent une participation très appréciée de toutes les couches de la communauté. ; et (vii) les sensibilisations faites via les sessions de théâtres interactifs sur l'identité, la manipulation et la mémoire organisé au niveau des 10 communes.

En chiffres, **46,559 membres des communautés** ont participé aux sessions des sensibilisations organisées par les jeunes ADP et les APS au niveau collinaire avec l'appui des chefs de colline ; 23,725 femmes ont été sensibilisées (51%). En plus, 2,015 membres des communautés ont participé aux sessions de théâtre interactif. Ces sessions de théâtre étaient organisées dans des endroits très stratégiques comme à la sortie du marché, ou d'une messe et les personnes qui participaient, provenaient des localités différentes d'où l'atteinte du Résultat 2. Les interventions du public qui appuient cette affirmation sont les citations suivantes :

« Nous sommes très heureux d'avoir reçu cette pièce ici dans notre zone. La pièce reflète la triste réalité de notre zone, mais cette réalité doit être une leçon pour notre population, parce que nous avons beaucoup de victimes qui ont encore des plaies qui saignent dans leurs cœurs. Il nous faut parler, tout dire pour construire le pays ensemble » (Beatrice, Mutimbuzi)

« Cette pièce n'est pas juste un spectacle, vous êtes en train de nous aider à échanger, parler de ce qui nous fait mal au cœur pour guérir. Moi, je connais la personne qui a emporté mon grand-père, il est toujours vivant. Nous ne devons pas continuer à semer la haine parce qu'elle ne ressuscite pas nos disparus, seul l'amour peut aider aux survivants de vivre heureux et aux bourreaux de se sentir aimés encore une fois » (Niyonkuru Anne Marie, Muyinga)

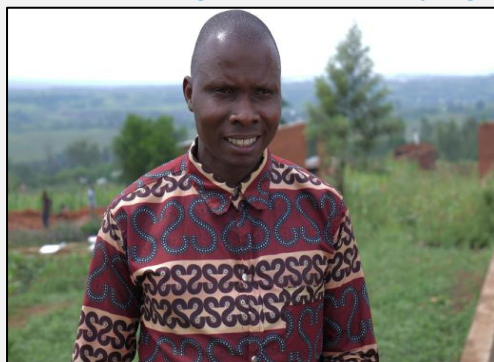
Concernant les jeunes, leurs expériences comme ADP et APS les ont complètement changés, la preuve étant qu'au moment de la période électorale les tensions entre les jeunes des zones d'intervention du programme ont été bien maîtrisées. Toutefois les jeunes avouent avoir encore la pression d'intégrer les groupes armés à cause de la pauvreté et du désœuvrement. Le programme a pallié à ces situations leur donnant à la fois des occasions de rencontre, d'apprentissage des différentes thématiques et de contribution à la reconstruction de leurs communautés. Ces jeunes avouent être devenus résilients face à la manipulation politico-identitaire.

« Nous les jeunes, depuis notre participation dans les activités du programme, nous avons compris qu'on ne doit pas qu'accepter les récits de nos parents. Nous avons entendu dans les dialogues communautaires et les sensibilisations comment les gens se sont entretués. Nous avons eu peur de revoir ces crises et comme je suis un assistant psychosocial, j'ai compris que les jeunes ont un rôle primordial et que nous devons rester uni »

(Jeunes APS, Buhinyuza, Muyinga, Séance de partage)

Toutefois, les difficultés n'ont pas manqué dans la réalisation des actions relatives au Résultat 2. Comme dit un jeune homme de Mugina, Cibitoke, « Au début du programme, les membres des communautés étaient hostiles à aborder ces thématiques prétendant vouloir réveiller les blessures du passé. Progressivement, ils ont compris qu'il y avait des informations clé et ont commencé à participer en grand nombre. ». Cette hostilité cachée aussi une autre face : les limites du budget signifiaient qu'il y avait un nombre défini de jeunes et de membres de la communauté qui étaient sélectionnés pour participer au programme. Bien que la sélection se soit faite sur la base de critères transparents et d'un processus démocratique au niveau communautaire, nos partenaires ont tout de même dû investir du temps pour soulager les frustrations des personnes non sélectionnées.

Histoire de changement : Fabien Niyungeko, Buganda



Fabien Niyungeko, nous parle dans [une vidéo](#) réalisée dans la province de Cibitoke, du passé de la colline de Ruhagarika :

« Il y avait là une avenue – appelée 'Ruvumera' – qui séparait les résidents de la colline, Hutu et les personnes vivant dans les sites de réfugiés, Tutsi. En 1995, les militaires sont venus assassiner les Hutu de la colline, les survivants ont voulu se venger en tuant tous les Tutsi de la colline s'ils se hasardaient d'emprunter cette route. Après la participation dans les activités du programme surtout les dialogues, les gens ont commencé à s'épanouir, à discuter de ce qu'ils ont vécu. Les gens ont décidé de changer de comportement, et de ne pas cacher le passé à leurs enfants,

plutôt de mieux les aider à orienter leur futur. Désormais, des mariages sont célébrés entre ces communautés, et il y a des Tutsi qui vivent près de cette avenue. Elle est considérée comme un lieu de mémoire qui servira à une transmission positive de la mémoire en disant aux jeunes générations *plus jamais ça* ».

4.5. Résultat 3

Résultat 3 : Les initiatives de mémoire dirigées par les communautés ont contribué à la reconstruction sociale et à la prise en compte des héritages historiques de la violence.

Indicateurs	Valeurs cibles	Réalisé	Niveau de Réalisation
(1) 40% des bénéficiaires cibles ont participé aux dialogues communautaires.	8,400	8,400	100%
(2) 40% des jeunes bénéficiaires ciblés ont participé à des séances de dialogue intergénérationnel.	3,100	2,700	87.1%

(3) 72 autorités locales (4 administrateurs communaux et 20 chefs de colline par province = 24 personnes par province) ont participé à des formations sur le traitement du passé.	72	135	187.5%
(4) Des initiatives de mémoire communautaire sont établies dans 50% des communautés ciblées.	30	56	186.7%

L'impact du programme et le changement qu'il a produit sont clairement démontrés par la **réalisation du Résultat 3**. Les chiffres montrent que le programme a dépassé les attentes. Ceci est confirmé par les données quantitatives présentées dans l'évaluation finale en ce qui concerne les perceptions communautaires de l'impact des dialogues et des initiatives de mémoire communautaire pour faire face au passé et à la reconstruction sociale, mais aussi par le nombre énorme de données qualitatives témoignant de cet impact. La participation des autorités aux formations était également plus que prévu. Ces derniers ont témoigné de l'importance des sessions de formation.

Un exemple très concret de l'impact de ces stratégies est montré par **le résultat inattendu** que les membres des zones d'intervention avaient déjà commencé à établir des initiatives individuelles ou en communautés après leur participation dans les dialogues communautaires. Ceci a eu lieu en amont de nos plans pour accompagner et soutenir les communautés dans le développement de telles initiatives. Même sans les encouragements du programme (prévu pour la phase finale), les communautés ont organiquement commencé à mettre en place des initiatives dans une phase plus précoce.

Au total, **360 dialogues communautaires et 180 dialogues intergénérationnels** ont été organisés. En plus de leur impact sur le traitement du passé, les dialogues intergénérationnels organisés conjointement entre les ADP et les NBC ont permis de montrer comment les capacités de la jeunesse, ainsi que l'expérience des femmes adultes, peuvent concourir à la reconstruction sociale. Les femmes ont eu des opportunités de sortir de leur silence. Selon des témoignages, les femmes et jeunes filles qui dirigent les dialogues ont gagné du respect de la part des membres des communautés. Elles sont passées



Initiative communautaire. Restauration d'un pont dans la province Cibitoke. Présence du chef de zone pour l'ouverture des travaux qui ont été fait en plusieurs étapes pour connecter des communautés de Rugendo, Rusagara et Kirinzi qui étaient antagonistes avant les dialogues communautaires.

du stade de victimes passives à la phase d'actrices incontournables dans la communauté. Désormais elle occupe des positions au niveau du conseil collinaires grâce au rôle de médiatrice de paix qu'elles ont joué.¹⁹

Ensemble, les dialogues et les formations des autorités ont aidé la bonne réalisation des **initiatives**

de mémoire communautaires dirigées par toutes les couches de la communauté. Ce fût une stratégie qui a vraiment témoigné de la réussite des stratégies d'intervention, de la collaboration entre les trois partenaires et de l'implication des autorités dans la mise en œuvre du programme. La participation des autorités dans les initiatives communautaires montre que réellement ces initiatives de mémoire dirigées par les communautés ont contribué à la reconstruction sociale et à la prise en compte des héritages historiques de la violence. Au total, des initiatives ont été établies dans 56 communautés. Le caractère communautaire des initiatives se manifeste par leur diversité : de groupements en épargne et crédit, aux associations de dialogues des femmes, aux initiatives de restauration des routes et des ponts qui relaient des communautés antagonistes.

Histoire de changement : Marie Ndiritiro, Rusagara

Marie Ndiritiro, nous raconte dans une vidéo réalisée dans le cadre du programme comment sa vie a basculé du jour au lendemain depuis l'assassinat du Président Melchior Ndadaye en 1993. Elle a passé une partie de sa vie vivant avec les blessures physiques causées dans sa fuite des conflits qui ont éclaté dans sa communauté. Grâce au programme, elle a bénéficié d'un accompagnement psychosocial, elle avoue qu'elle a pris du temps suffisant pour parler de son vécu et de ses blessures. Désormais elle peut parler, en tant qu'enseignante à ses élèves du passé de la commune. Aussi, elle fréquente sa communauté et peut s'asseoir avec différents groupes de personne pour discuter tandis qu'avant elle était seule et retirée du reste de la communauté.



¹⁹ Présentation de Dushirehamwe, lors de la séance de partage auprès des ministères de tutelle.

Etude de cas : Construction d'une maison pour une veuve à Muyinga



Le témoignage de Gervais Ndayishimiye, Artisan de Paix de la commune de Buhinyuza, nous raconte dans une courte vidéo réalisée dans le cadre du programme l'initiative communautaire de construire une maison pour une veuve. Cette initiative a été réalisée par les 30 personnes du club de paix de Gitaramuka avec l'objectif de mettre en application les notions apprises portant sur la cohésion sociale et la réconciliation. Au début, les membres de la communauté pensaient que ce club de paix n'allait pas réussir à finir la maison, mais avec la présence et l'appui de l'administration, la maison a été donnée à la veuve. Cela a beaucoup encouragé le reste de la communauté qui reconnaît désormais cette œuvre réalisée comme un symbole de la réconciliation. En plus d'une initiative communautaire, l'exemple montre l'impact du programme au niveau des autorités locales : leur implication a facilité la construction de la maison malgré la réticence de certains membres de la communauté.

Histoire de changement : Rebecca, Mukike

Rebecca, est une survivante de la crise qui a éclaté après la mort du Président Melchior Ndadaye en 1993. Sa mère ainsi que ces frères et sœurs ont été tués alors qu'elle était très jeune. Elle a dû fuir avec un seul petit frère et vivre dans un camp de réfugié, manquant l'opportunité de faire ses études. Elle s'est rapidement mariée. Tous ces événements l'ont affecté au moment de la participation dans les dialogues communautaires. Elle a voulu initier un groupement avec les autres membres de la communauté. Cette initiative joue un grand rôle dans la communauté car elle réunit toutes les ethnies. C'est un espace de rencontre où on discute du passé et même ceux qui ne sont pas dans le groupement peuvent participer dans ces discussions. Le groupement contribue au bien-être de la communauté et permet de consolider une bonne cohabitation.



4.6. Résultat 4

Résultat 4 : Les organisations de la société civile, les réseaux d'acteurs et les structures non-étatiques à niveaux différents prennent le devant dans les efforts visant à diversifier l'information disponible au cours des processus formels visant à la non-répétition de violences aux niveaux national et international.			
Indicateurs	Valeurs cibles	Réalisé	Niveau de Réalisation
Des sessions régulières de renforcement de capacités des OSC aboutissent à la croissance des compétences sur la JT et à des stratégies politiques cohérentes.	n/a	n/a	n/a
Un processus d'apprentissage systématique et MEAL permet les OSC à connecter les voix de communautés aux processus politiques.	n/a	n/a	n/a
Des cadres réguliers de concertation entre les OSC les réseaux d'acteurs et les structures non-étatiques permettent le partage d'expertises et d'informations, et l'échange entre les acteurs.	n/a	n/a	n/a

Tout au long du programme, le rôle clé des OSC dans le succès du processus de traitement du passé a été reconnu. Ces OSC peuvent atteindre une plus large cible lorsqu'elles sont formées, et ainsi influencer les processus de traitement du passé. C'est dans cette optique qu'une stratégie de renforcement des capacités à l'endroit des OSC a été appliquée depuis la deuxième phase du programme. Celle-ci contribue à ce que les OSC prennent le devant dans les efforts visant la non-répétition de la violence et dans la diversification des informations disponibles sur la JT.

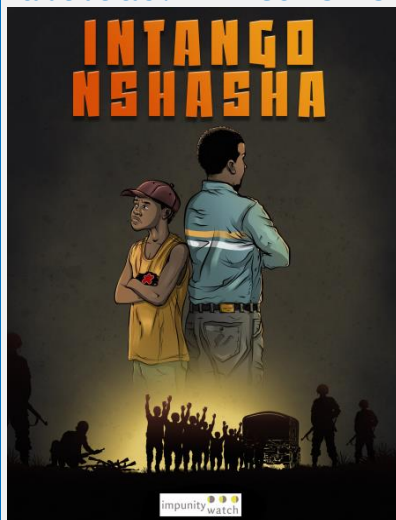
Pour mettre en place cette stratégie, une cartographie a été faite ciblant 19 OSC au niveau des 3 zones d'intervention du programme, qui travaillent sur des thématiques proches de la JT. Le choix s'est porté sur **8 OSC pour Bujumbura, 6 OSC pour Cibitoke et 5 OSC pour Muyinga**. A la suite de cette identification, des modules de formation ont été conçus et traduit en kirundi. Les OSC choisies ont donc été renforcées en capacité au niveau de chaque province : deux représentants étaient formés au niveau de chacune des organisations. Ces formations ont servi d'espace pour ces OSC d'acquérir des connaissances sur les thématiques liées à la JT mais aussi de capitaliser leur expertise. A la fin des formations, elles ont pu

formuler des initiatives communautaires et d'autres activités à mener au sein de leurs organisations et communautés respectives en vue de partager les connaissances acquises tout en assurant la pérennisation du programme. Ainsi, les activités/ initiatives suivantes ont été réalisées par les OSC au niveau de chaque province d'intervention.

Dans la province de **Bujumbura**, les OSC ont proposé une pièce de théâtre interactif dans le but de sensibiliser les communautés sur l'importance de promouvoir la cohésion sociale au sein de la communauté. Cette pièce a été jouée avec l'appui de la troupe Umunyinya, et a été présentée lors du forum provincial de Bujumbura. Les OSC de **Muyinga** ont mené un travail en réseau en organisant des sessions de sensibilisation grâce à l'expertise qu'elles avaient reçu de la part de nos organisations partenaires. Cette expertise acquise portait essentiellement sur l'animation des séances de sensibilisations et des capacités à répondre aux questions posées lors de ces séances. A **Cibitoke**, les OSC ont écrit un récit relatant les grands faits marquant les différentes crises dans la province, lesquels sont similaires à ce qui se raconte dans les autres localités du pays. Cette idée a été proposée dans l'optique de faire connaître aux jeunes générations les événements du passé violent de cette province, pour éviter qu'ils continuent d'être victimes de manipulation politico-identitaire de la part des acteurs politiques. La retranscription de ce récit a été à la base de la production d'une bande dessinée intitulée « INTANGO NSHASHA ». Celle-ci contient des images plus expressives et modernes, susceptibles d'intéresser les jeunes générations, et de captiver leur attention sur les réalités de la crise que le pays a connue.

La stratégie de soutenir les OSC a également portée sur le renforcement des capacités des OSC à accompagner et soutenir les victimes de manière plus efficace, ainsi que sur les processus de suivi-évaluation de leurs propres stratégies. Des sessions régulières de renforcement de capacités ont ainsi abouti à la croissance de leurs compétences sur la JT ; en parallèle, un réseau des OSC à Bujumbura et dans les trois provinces d'intervention sont actuellement plus **outillés à connecter les voix de communautés aux processus politiques**, ayant également participé – et initié – des cadres de concertation sur le traitement du passé.

Etude de cas : INTANGO NSHASHA



Comme mentionné ci-haut, le livret INTANGO NSHASHA est une initiative des OSC de Cibitoke qui répond à une demande faite par les communautés qui donnaient leurs points de vue sur la transmission des mémoires aux jeunes. L'objectif est d'avoir un récit relatant le passé douloureux de la province de Cibitoke, dans le but de faire connaître aux jeunes générations les événements du passé violent de cette province, pour éviter la répétition des violences.

Impunity Watch a recueilli et retranscrit le récit dans les grandes lignes qui ont ressorti des histoires racontées par les membres des OSC de Cibitoke. C'est cette retranscription qui a été à la base de la production de la bande dessinée (BD) en collaboration avec l'organisation, Shaquart. La BD servira d'abord à réaliser l'objectif spécifique du programme d'agir pour la non-répétition de violence. Ensuite, elle sera utilisée comme outil de transmission intergénérationnelle de mémoire à travers les sensibilisations et les dialogues pédagogiques au niveau communautaire. Enfin, la BD servira comme stratégie de pérennisation du programme.

Dans cette perspective de faciliter l'utilisation de la BD tout en reconnaissant le travail des OSC, Impunity Watch a formé les OSC sur son utilisation. Le but était que ces OSC puissent s'en servir dans leurs actions communautaires. La formation répondait en outre à la requête des bénéficiaires du programme, y compris les OSC, d'avoir un outil pouvant leur servir de support dans la conduite des sensibilisations ou dans l'animation des dialogues communautaires. Un guide d'utilisation a été produit afin de faciliter l'usage de la BD et des exemplaires de la BD ont été distribués au réseau des OSC formées par le programme dans les 3 provinces ainsi qu'aux 3 organisations partenaires. Une version française de la BD a été produite, avec comme titre, "Nouveau Départ".

Etude de cas : Initiative des OSC de Muyinga dans les sites de déplacés et les communautés environnantes

Les OSC de Muyinga ont mis en place une initiative qui visait un groupe souvent oublié : des déplacés se trouvant dans les sites. Un sentiment de méfiance s'était installé entre les résidents des collines et les personnes vivant dans les sites qui n'entretenaient pas de bonnes relations, chacun restant dans son camp. Les sensibilisations menées par les OSC ont beaucoup rassuré les déplacés vivant dans les sites qui aspirent progressivement à un retour dans leurs terres, comme un participant l'exprime : « *C'est dommage que nous n'avions pas reçu ces sensibilisations depuis longtemps, nous aurions peut-être su comment envisager notre retour dans nos terres* ».

4.7. Résultat 5

Résultat 5 : Les principaux décideurs nationaux et internationaux disposent d'informations périodiques et régulières sur les expériences et les besoins des Burundais qu'ils utilisent pour responsabiliser davantage le gouvernement, les institutions et les structure face à leurs obligations et dans l'élaboration des politiques qui tiennent compte de ces besoins en vue de la non-répétition de la violence du passé.			
Indicateurs	Valeurs cibles	Réalisé	Niveau de Réalisation
Une stratégie de plaidoyer est mise en œuvre.	n/a	n/a	n/a
Des rapports de recherche, des analyses, et/ou des policy briefs sont publiés et envoyés aux décideurs.	n/a	n/a	n/a
Des cadres de concertation réguliers au niveau international mises en place par IW permettent le partage des analyses sur les besoins des communautés.	n/a	n/a	n/a



Forum Provincial à Bujumbura, 7 mai 2021.

Grâce au programme, des informations sur les besoins, les expériences et les recommandations des communautés sur la manière de gérer le passé violent ont été régulièrement partagées avec des décideurs tout au long du programme.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de plaidoyer élaborée par Impunity Watch, **des forums politiques ont été organisés dans les trois provinces** d'intervention du programme avec le but de faciliter un cadre d'échanges sur différentes préoccupations et besoins des communautés dans chaque province. Ces besoins et préoccupations des communautés ont été dégagés lors des dialogues communautaires et intergénérationnels qui ont été organisés dans le cadre du programme. Après la conduite des dialogues communautaires et dialogues intergénérationnels, des fiches ont été complétées qui retraçaient les discussions issues de ces échanges. Par la suite Impunity Watch a procédé à la saisie et à l'enregistrement des données contenues dans ces fiches. Ces données qualitatives mais aussi quantitatives ont été analysées et puis soumis aux décideurs provinciaux et nationaux lors des forums provinciaux qui réunissaient les différents décideurs politiques comme les élus locaux, les députés, les Gouverneurs, la CVR et les Ministères. Une couverture médiatique à [Bujumbura](#), à [Muyinga](#), et à [Cibitoke](#) a été utilisée avec l'objectif d'atteindre une diffusion plus grande des besoins des communautés. Les forums de mai (Bujumbura), août (Muyinga) et novembre (Cibitoke) ont été organisés en collaboration avec le réseau des OSC (Résultat 4).

Les données issues des dialogues communautaires et intergénérationnels ont également été utilisées pour animer des **séances de partage avec les décideurs nationaux** à la fin du programme.

En ce qui concerne le plaidoyer mené au niveau des décideurs internationaux, plusieurs stratégies ont été utilisées pour le partage des analyses sur les besoins des communautés. Un lunch meeting était organisé en **janvier 2019** (en collaboration avec un autre programme d'Impunity Watch) pour échanger sur le bilan de la première CVR (2014-2018) et de faire une analyse ex ante de la 'nouvelle' CVR établie en décembre 2018. En **février 2019**, un autre lunch meeting était organisé sur des propositions des stratégies d'engagement avec la nouvelle CVR. Ensuite, une série de lunch meetings a été organisée en 2020 parmi les principaux bailleurs de fonds. Ces réunions constituaient des cadres informels permettant de mener des discussions sur les vraies problématiques que rencontrent les processus formels et informels de JT au Burundi et de mener



Forum Provincial, Cibitoke, 17 novembre 2021.

un plaidoyer en se basant sur des recommandations fiables basées sur les expériences et les besoins exprimés par les communautés. Plus concrètement, ces cadres permettent la dissémination des informations sûres et fiables.

Durant le programme, Impunity Watch a réalisé trois recherches : une recherche en 2020 portant sur la prise en charge psychosociale des victimes du passé comme une condition sine qua non pour la JT (les résultats ont été présentés aux décideurs internationaux au cours des lunch meetings) ; une recherche sur les jeunes et la JT menée en 2021 ; et une recherche audio-visuelle en 2022.



Séance de partage avec le gouvernement, Février 2022.

5. Approches

5.1. Approche transformatrice de genre

Les mécanismes de justice transitionnelle doivent tenir en compte de la spécificité genre au cours de leur mise en application. En effet, pour s'attaquer aux causes profondes du conflit, une analyse sexo-spécifique est nécessaire car les périodes de transition permettent de corriger les inégalités de genre liées non seulement aux conséquences des violations perpétrées pendant les conflits, mais également aux relations sociales ayant engendré lesdites violations.

Souvent, la prise en compte de la spécificité genre se focalise uniquement sur la femme, ce qui explique d'ailleurs le postulat selon lequel les femmes sont victimes de la guerre tandis que les hommes en sont les principaux acteurs. Cela est dû au fait que les hommes et les femmes vivent des expériences différentes en temps de conflit, ces dernières se retrouvant particulièrement affectées à cause du contexte inégalitaire préexistant au conflit.

Les **inégalités de genre** trouvent origine dans les normes et pesanteurs culturelles liées au système patriarcal, qui définissent les rôles assignés aux hommes et aux femmes dans la société burundaise. Cela fait que les femmes subissent des violences sous toutes ses formes qui sont exacerbées en cas de conflit. Celles-ci ne se limitent pas seulement au viol souvent utilisé comme une arme de guerre. Il existe aussi dans les sociétés post-conflit, le rôle des masculinités dans la reproduction des violences envers les femmes notamment en ce qui concerne leur participation dans les instances de prise de décision souvent dominées par les hommes.

Dans ce contexte, le programme Akariho karavugwa a intégré une **approche transformatrice genre** dans le but de provoquer un changement en ce qui concerne l'égalité entre les hommes et les femmes. Cette approche a donc permis d'analyser et de comprendre le vécu du passé douloureux par les communautés, comment celui-ci a affecté différemment les hommes, les femmes, les jeunes et les enfants.

Pour opérationnaliser cette approche, des femmes leaders ont été choisies dans les zones d'intervention pour bénéficier des renforcements des capacités par notre partenaire DUSHIREHAMWE. Il s'agit de **300 membres des noyaux de base communautaires** (NBC) qui ont été formés sur différentes thématiques liées à la JT et dans la facilitation des dialogues communautaires et intergénérationnels. Ces femmes ont par la suite animé des dialogues communautaires et intergénérationnels sur la transmission de la mémoire liée au passé douloureux. Grâce au programme, les femmes ont eu l'opportunité de sortir de leur silence, et ont pu acquérir une notoriété au sein de leurs communautés respectives. Elles sont passées du stade de victimes passives à celui d'actrices incontournables dans la communauté grâce au rôle qu'elles ont joué dans la promotion de la cohésion sociale.

De plus, les dialogues ont été à la base **d'initiatives communautaires**, notamment la formation des groupements d'épargne et de crédit. Ces initiatives ont été mises en place par les communautés, particulièrement les femmes guéries de leurs traumatismes du passé et dont les relations ont été restaurées grâce à ces cadres d'échange et de dialogues. Ces groupements contribuent à l'autonomisation des communautés et des femmes en particulier, qui pour la plupart vivent dans des situations de précarité et susceptibles de subir des violences.

Leçons apprises

- Les **femmes leaders** contribuent efficacement aux processus d'élaboration des plans de développement communautaire (PCDC), en plaidant pour la prise en compte des besoins et des préoccupations des femmes et des jeunes. Tout cela a été réalisé grâce au renforcement de capacités et l'accompagnement que ces femmes ont bénéficié dans le cadre du programme ayant contribué au développement du leadership de celles-ci.
- De nombreuses personnes gardent des **traumatismes** suite à leur passé douloureux. Cela est par ailleurs lié à l'augmentation des violences basées sur le genre qui s'observent dans de nombreuses communautés, en particulier celles commises envers les femmes. D'où l'importance de la prise en charge psychosociale des victimes.
- Les femmes et les filles sont encore **sous-estimées** au niveau communautaire par les hommes et par les générations plus âgées. Dans certains cas, cela conduit à une autocensure. Des stratégies dédiées peuvent aider les femmes et les filles à se libérer de ces restrictions culturelles pour prendre leur place et pour devenir des leaders.

Etude de cas : Ruhagarika – Autonomisation des femmes



Joselyne Ciza, nous parle dans une courte vidéo, d'une date mémorable pour la colline de Ruhagarika où plus de 20 personnes ont trouvé la mort dans une attaque perpétrée par un groupe armé non identifié. Joselyne est une survivante qui avait gardé des traumatismes de cette terrible attaque.

Après la participation dans les activités du programme, Joselyne et les autres membres de la communauté se sont mis ensemble pour réfléchir sur une solution aux traumatismes qui restent dans les mémoires des habitants à la suite de cette attaque. Une initiative d'épargne et de crédit « *Ndakira ndakora* » (*Je suis guéri et je travaille*) visant l'autonomisation de la femme et la cohésion sociale a été initiée par les communautés et accompagnée par THARS.

Cet accompagnement consiste d'abord à faire une formation sur la pérennisation des dialogues sur le traitement du passé lors des rencontres. Ensuite, l'autre partie consiste à la distribution d'un matériel identique constitué d'une caisse, un cahier et une latte à chaque groupement. Cette initiative a été informée et soutenue par l'administration et prouve, selon l'histoire de changement, que le programme est venu à point nommé car les personnes qui présentaient des signes de traumatismes sont aujourd'hui guéries. Pour ces victimes, raconter désormais l'attaque revient à faire un récit du passé ce qui permet la guérison des mémoires de la plupart des habitants.



5.2. Approche sensible aux jeunes

L'histoire du Burundi a montré le rôle révélateur qu'ont joué les jeunes durant les différentes crises que le pays a connu. Les jeunes représentent une catégorie susceptible d'être manipulés par les acteurs politiques surtout pendant les périodes électorales ou pour d'autres fins politiques. Les recherches menées par Impunity Watch ont mis en évidence cet aspect lié à **la manipulation des jeunes et la nécessité de mettre en place des stratégies pour s'attaquer aux causes profondes de ce phénomène** qui s'observe notamment pour les membres des ligues des jeunes au sein des partis politiques.

Parmi les causes profondes de cette manipulation des jeunes est liée à la 'transmission violente de la mémoire' qui se fait dans le cadre familial ou public. Celle-ci est due au non-traitement du passé, c'est-à-dire l'ignorance ou l'absence de la vérité sur le passé, le manque de cadres d'expression et de dialogue entre différentes catégories sociales ainsi que le manque de prise en charge psychosociale des victimes. A cela s'ajoutent d'autres facteurs comme la situation de précarité dans laquelle se trouvent les jeunes à savoir la pauvreté, le chômage, qui font que les jeunes se retrouvent toujours sous l'emprise des acteurs politiques qui leur promettent un avenir meilleur. Pour faire face à cette problématique, le programme a mis en place **une approche sensible aux jeunes** laquelle met les jeunes au centre de ses interventions. Le but était de promouvoir une transmission plus constructive des mémoires à travers la création des cadres d'expression et de dialogues entre les différentes catégories sociales sur le passé douloureux et sur d'autres thématiques.

Cette approche sensible aux jeunes a été mise en œuvre avec l'appui des partenaires THARS et MIPAREC qui ont mis en place des stratégies ciblant les jeunes, et en tant que bénéficiaires directs de leurs actions. Pour opérationnaliser l'approche, des structures communautaires ont été mises en place à savoir les **ADP (Artisans de paix) et les APS (Assistants psychosociaux)**. Les ADP ont bénéficié des renforcements de capacités en techniques de facilitation de la part de MIPAREC sur la JT, la CVR, la résolution pacifique des conflits et la mémoire. Ils ont ensuite été habilités à organiser et animer des sensibilisations et des dialogues intergénérationnels. Quant aux APS, ils ont contribué à la mise en œuvre de la stratégie de THARS qui consiste en l'écoute et la prise en charge psychosociale des victimes des violences du passé. Ainsi, 120 APS (dont 60 femmes et 60 hommes) au niveau des 60 communautés du programme ont massivement contribué aux résultats du programme.

Leçons apprises

- La **participation des jeunes** aux dialogues communautaires et intergénérationnels mais aussi aux séances d'échanges leur a permis de connaître le passé douloureux de notre pays. Cela leur a également permis de prendre conscience des conséquences liées à la violence, ce qui leur permettra de ne pas céder à la manipulation politico-identitaire.

- Les [réunions collinaires](#) devraient être maintenues car elles permettraient la continuité des dialogues sur les concepts de justice transitionnelle entre les membres de la communauté. Le rôle des élus locaux est primordial pour faciliter les rencontres et les échanges intercommunautaires ainsi que les sensibilisations lors des travaux communautaires sur les collines.

6. Finances

Les dépenses totales du programme s'élèvent à **€1,057,808.48**. Cela représente un taux d'exécution de **94.09%** du budget initial de €1,124,198.66.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des dépenses et montre une balance de **-€46,030.98** contre le transfert budgétaire total de €1,011,777.50.

Synthèse 2018-2022	Budget en EURO
1ère tranche	281,049.00
2ème tranche	730,728.50
Total (a)	€ 1,011,777.50
Synthèse 2018	Dépenses en EURO
Dépenses / Report Q4	74,766.54
Total Dépenses 2018	€ 74,766.54
Synthèse 2019	Dépenses en EURO
Dépenses / Report Q1 2019	60,882.84
Dépenses / Report Q2 2019	86,784.08
Dépenses / Report Q3 2019	71,793.32
Dépenses / Report Q4 2019	77,856.09
Total Dépenses 2019	€ 297,316.33
Synthèse 2020	Dépenses en EURO
Dépenses / Report Q1 2020	33,020.05
Dépenses / Report Q2 2020	81,985.89
Dépenses / Report Q3 2020	83,493.19
Dépenses / Report Q4 2020	96,111.24
Total Dépenses 2020	€ 294,610.37
Total Dépenses Phase I & Phase II	€ 666,693.24
Synthèse 2021-2022	Dépenses en EURO
Dépenses / Report Q1 2021	58,124.59
Dépenses / Report Q2 2021	89,696.27
Dépenses / Report Q3 2021	70,521.14
Dépenses / Report Q4 2021	109,621.49
Dépenses / Report 2022	63,151.75
Total Dépenses Phase III	€ 391,115.24
Total Dépenses 2018-2022 (b)	€ 1,057,808.48
Balance (a)-(b)	-€ 46,030.98

7. Conclusions et Leçons Apprises

7.1. Leçons apprises

Programmation sur la justice transitionnelle

- La **mémoire** des communautés est marquée par des dates sombres et inoubliables notamment 1972 et 1993.
- Une **sensibilisation et une préparation appropriées**, impliquant des membres de la communauté, des organisations et avec le « buy-in » des autorités locales, mènent à l'enthousiasme des communautés à participer au processus de JT, en particulier dans les dialogues et dans la recherche de la vérité pour une réconciliation durable.
- Les personnes résidant encore dans les **sites des déplacés** n'ont pas fait le deuil des leurs assassinés pendant les crises et cela les traumatise jusqu'aujourd'hui. Ils ont besoin des programmes qui les impliquent avec des stratégies exclusives à elles.

Stratégies d'intervention

- Les débats sont riches et instructifs lorsque surtout **toutes les composantes des communautés** sont conviées dans les dialogues autour des souffrances subies dans le passé.
- Les séances de **théâtre interactif** offrent un cadre d'échange, de dialogue et de réflexion sur les événements douloureux du passé au sein des communautés.
- La **présence du psychologue et des APS** dans les sensibilisations et dans les dialogues est fortement appréciée par les communautés en ce sens qu'elle donne un éclairage sur le trauma et ses conséquences.
- Durant l'identification des structures communautaires, **l'inclusivité ethnique** (politique aussi) dans certaines localités est parfois difficile voire impossible à atteindre.
- Les **femmes leaders**, ayant une meilleure capacité de mener des dialogues communautaire et intergénérationnels, ont utilisé ces acquis pour conduire les séances d'échange entre les membres de la communauté.
- L'implication directe de **l'administration locale** dans la réalisation des initiatives de mémoire communautaires permet d'avoir une meilleure appropriation communautaire.

Programmes futurs : stratégies à considérer

- La **prise en charge médicale** des personnes affectées par différentes crises est urgente ; la nécessité d'une prise en charge spéciale pour les cas (très nombreux) des VBG est également une urgence.
- Pour la **réinsertion économique et l'autonomie financière** des victimes prises en charge, il y a besoin de prévoir des activités génératrices de revenus à leur intention.
- L'accompagnement pour **les orphelins** des différentes crises, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé mentale est important, afin de leur permettre d'aspirer à un avenir meilleur.
- Les **structures décentralisées** du Ministère de la Solidarité Nationale ont besoin de renforcement des capacités sur le soutien psychosocial ; des structures décentralisées exclusivement pour le soutien psychosocial sont nécessaires.

7.2. Durabilité

Les activités du programme Akariho karavugwa ont contribué à la cohésion sociale et au traitement du passé en offrant dès le départ aux bénéficiaires l'occasion de réfléchir sur les stratégies (et les outils) de pérennisation des acquis du programme. Dans cette logique, les partenaires, les OSC et les communautés sont parvenues à initier des actions pouvant servir d'espace de dialogue permanent sur le passé.

Initiatives de mémoire communautaire

Comme expliqué tout au long de ce rapport, la manière inclusive et participative par laquelle les initiatives ont été mises en place signifie qu'elles ont été appropriées par les communautés. L'espoir est que ces stratégies rendront plus probable

que les initiatives persistent et continuent à soutenir les processus de traitement du passé et la transmission constructive des mémoires aux jeunes générations.

Groupe de solidarité

L'activité concerne l'organisation des structures communautaires en groupes d'épargne et de crédits sous l'approche de VSLA. Cette stratégie va les offrir – même après le programme – une plateforme de se rencontrer hebdomadairement, et de renforcer les thématiques de JT et de CVR, de citoyenneté, à côté des activités d'épargne et de crédits. Les jeunes ADP et les Points focaux communaux sont habilités à continuer à restituer ces thèmes dans ces groupes.

Approche « Ndakira Ndakora »

Comme l'appellation le montre « NDAKIRA NDAKORA » (littéralement, *je suis guéri et je travaille*), les victimes des violences, après la guérison obtenue à partir de l'accompagnement psychosocial du programme, vont demander des crédits pour exercer des microprojets (AGR) afin qu'elles puissent se procurer des médicaments psychotropes, antiépileptiques et de surcroît, subvenir à leurs besoins fondamentaux. Tout cela va aussi augmenter leur estime de soi et leur épanouissement au sein de leurs communautés car les groupes de support sont inclusifs.

Bande dessinée « INTANGO NSHASHA »

La BD était une initiative entreprise par les OSC à Cibitoke comme une stratégie pour opérationnaliser une demande communautaire. Le réseau d'OSC que le programme a renforcé aux niveaux provincial et national a été formé sur l'utilisation de la BD et a reçu des exemplaires du livre. Cela signifie qu'en plus d'agir comme un livre de mémoire pour les communautés de Cibitoke, la BD sera utilisée par de nombreuses autres OSC dans leurs programmes actuels et futurs. En effet, Impunity Watch utilise déjà la BD comme outil central dans ses nouveaux programmes.

L'engagement des administratifs

Au cours des différentes activités auxquelles des administratifs étaient invités à participer, ces derniers ont exprimé leur appréciation des réalisations des structures communautaires. Ils se sont engagés d'accompagner les structures mises en place par les communautés et à continuer la prise en charge des victimes.

Centre d'écoute et de dialogue

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative de la colline Rubirizi (Bujumbura Rural) relative à la construction d'un centre d'écoute et de dialogue, les APS ont érigé un centre d'écoute après avoir obtenu un terrain de la part du Gouverneur de la province. Cette décision de la part du Gouverneur signifie qu'après la fin du programme, le centre servira comme lieu où des gens traumatisés par les violences du passé se rencontreront pour dialoguer et pouvoir se confier aux assistants psychosociaux qui peuvent les aider à surmonter le passé douloureux.

7.3. Conclusions et recommandations

En guise de conclusion, ce rapport final relève en long et en large la pertinence du programme, les changements opérés malgré le contexte difficile mais aussi, la soif d'extension des programmes similaires. Grâce au suivi et à l'évaluation qui ont été faits, les bonnes planifications et le renforcement de la collaboration entre les partenaires, toutes les activités prévues ont été presque réalisées. En plus, d'autres stratégies nouvelles ont été convoquées appuyant sur l'opérationnalisation de l'approche de programmation adaptative, tout cela concourant à établir la confiance entre les communautés.

Les données quantitatives et qualitatives démontrent que l'objectif général a pu être atteint. L'impact au niveau communautaire est aussi très visible : la preuve est le fait que nous avons une diversité de stratégies de durabilité solides et des initiatives de mémoire dirigées par les communautés qui sont inclusives et qui ont restauré les liens détruits par les années de crises. Les objectifs spécifiques 1, 2 et 3 ont aussi pu être atteints en référence aux citations, les données des différentes évaluations, mais aussi les histoires de changement et les vidéos qui montrent l'impact du programme à travers des témoignages et des lieux de mémoires qui contribueront à assurer une transmission constructive de la mémoire.

Toutefois, il faut aussi reconnaître qu'il y a des recommandations à formuler, car le programme n'a pas touché tous les aspects. Ils peuvent être subdivisés en deux parties à savoir :

Recommandations formulées pour l'adaptation des autres programmes

1. Étendre les activités du programme aux autres communautés touchées par les violences du passé.
2. Prévoir une autre phase après la mise en place des initiatives communautaires pour que celles-ci soient renforcées au moment de la clôture du programme.

3. Préconiser des sessions de supervision clinique auprès des points focaux communaux qui peuvent être dépassés par les récits racontés par les victimes pendant les dialogues et sensibilisations communautaires.

Recommandations formulées pour le développement des programmes futurs

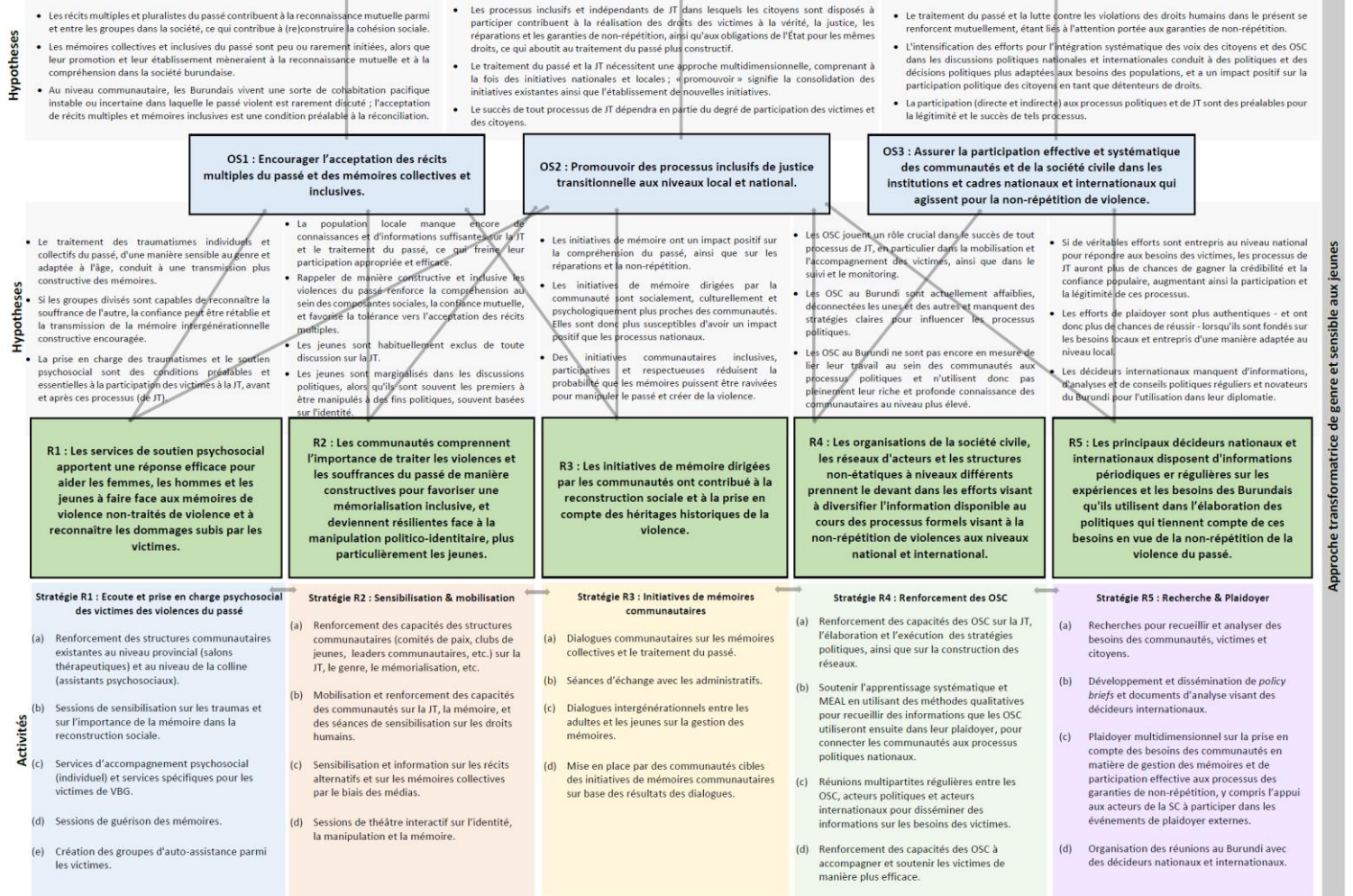
1. Nous avons constaté beaucoup de cas de VSBG au niveau communautaire. Il est important de mettre en place des programmes avec une stratégie de prise en charge spéciale pour les cas des VSBG autant pour les hommes que pour les femmes.
2. Les dialogues communautaires qui sont spécifiques aux femmes et aux jeunes permettent de briser le silence sur des discussions plus adaptées à ces groupes.
3. La pauvreté ronge la plupart des ménages ainsi que le désœuvrement chez les jeunes. Il y a besoin de prévoir des activités génératrices de revenus à leur intention pour une guérison complète car ne pas subvenir aux besoins les plus fondamentaux risque de replonger les victimes ou de les rendre vulnérable aux manipulations politico-identitaires.
4. Des programmes sur le traitement du passé devraient spécifiquement être donné aux personnes vivant dans les sites des déplacés qui gardent un traumatisme permanent.
5. L'accompagnement pour les orphelins des différentes crises, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé mentale est important afin de leur permettre d'aspirer à un avenir meilleur.
6. Chaque communauté dispose de ses propres activités qui permettent de transmettre des enseignements constructifs. Il est important de les considérer pour avoir plus d'impact et profiter de ces cadres pour sensibiliser la communauté et pour des initiatives du traitement du passé violent.

Recommandations internes

1. Encourager la collaboration et la communication fluide au sein des équipes des finances et celles du programme autant dans la mise en œuvre des activités (surtout au début du programme) que dans la rédaction des rapports narratifs et financiers.
2. Prévoir des frais de déplacement pour la collecte des histoires de changement (S&E) car les points focaux communaux doivent parcourir de longues distances pour trouver les bénéficiaires.
3. Prévoir une période de rapportage plus longue pour la clôture des activités et le rapportage après l'arrêt des activités sur terrain.
4. Faire un partage des actions au début de chaque phase avec des membres des ministères tutelles.

ANNEXE 1 – Théorie de changement

Objectif général : Contribuer à la reconstruction du tissu social et aux processus inclusifs de traitement du passé douloureux au Burundi en vue de la restauration et du renforcement de la cohésion sociale.



ANNEXES :

1. IW, Rapport Financier 2018-2022 (Avril 2022).
2. IW, Niveau de Réalisation du Programme (Avril 2022).
3. J. Ndagijimana, Rapport d'Évaluation Finale du Programme Akariho Karavugwa, Avril 2022.



Impunity Watch

Alexanderveld 5
2585 DB, The Hague
The Netherlands
info@impunitywatch.org
+31 6 22 36 71 99

Impunity Watch – Burundi

Rue du Coton 6, Gatoke
Bujumbura, Burundi
iw-burundi@impunitywatch.org
+257.22.275.923
+257. 22.275.924

www.impunitywatch.org

impunity
watch



Belgique
partenaire du développement